



# Comptoirs et réseaux transnationaux chinois, moteurs de l'orpaillage illégal en Guyane française

## Recherches & Documents

N°12/2023

**Simon Menet**

Chargé de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

**Antoine Bondaz**

Chargé de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Septembre 2023

[www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org)

**FONDATION**  
*pour la* **RECHERCHE**  
**STRATÉGIQUE**

## Résumé

L'orpaillage illégal en Guyane française constitue un enjeu d'intérêt national et un défi protéiforme pour les autorités publiques et la population. Cette atteinte à la souveraineté alimente les trafics illicites de réseaux criminels et accentue l'insécurité ambiante. La lutte contre ce fléau, notamment *via* l'Opération Harpie depuis 2008, a déjà provoqué la mort de militaires français, dont deux en 2023. Les opérations de répression coûtent chaque année 70 millions d'euros, tandis que le pillage du sol guyanais représente un préjudice économique majeur pour l'économie locale et les finances publiques, estimé à plus de 500 millions d'euros par an.

L'orpaillage illégal a de graves conséquences sanitaires et environnementales. L'imprégnation mercurielle et la pollution des sols affectent directement les populations amérindiennes françaises, en particulier les femmes enceintes et leurs enfants. La dégradation des cours d'eau et la déforestation sauvage, notamment au sein du Parc amazonien de Guyane, portent atteinte à un écosystème unique, source de biodiversité et puits de carbone.

Si ces activités illicites en Guyane française sont principalement conduites par des orpailleurs illégaux brésiliens, les *garimpeiros*, elles sont rendues possibles par des acteurs chinois, dont le rôle est essentiel bien qu'indirect. Les 120 comptoirs chinois établis le long de la rive surinamaïse du Maroni jouent un rôle clé dans la logistique de l'orpaillage en approvisionnant en matériel et biens du quotidien les chantiers et en permettant leur financement. Les réseaux transnationaux qui les accompagnent facilitent le recel et le blanchiment de près de dix tonnes d'or extrait illégalement chaque année et sont impliqués dans divers pans de la criminalité environnementale, dont le trafic d'animaux sauvages. Comptoirs et réseaux chinois renforcent enfin la résilience des orpailleurs illégaux, ce qui nuit durablement à l'action de l'État et va à l'encontre des intérêts français.

L'essor de ces comptoirs chinois bénéficie d'un environnement régional propice marqué par des défaillances de l'État surinamaïse et une influence chinoise croissante, avec des liens étroits tissés avec certaines élites politiques surinamaïses et un quasi-monopole dans le secteur du commerce de communautés intégrées depuis des décennies dans le tissu économique.

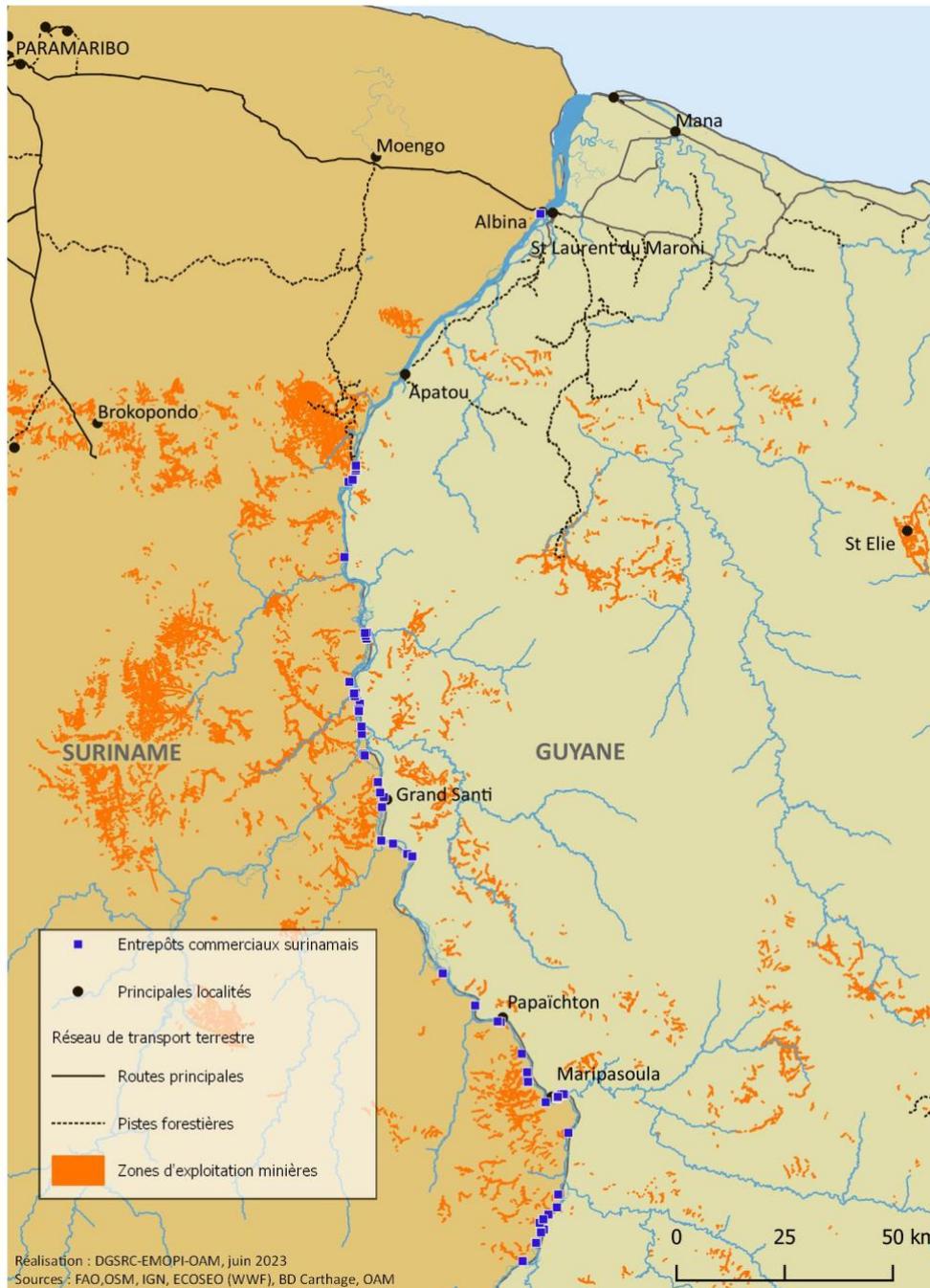
Le cas guyanais s'inscrit dans un phénomène global de prédation de ressources minières par des acteurs chinois. Au Ghana, au Mali, en Colombie ou encore au Suriname, des ressortissants chinois participent directement à l'exploitation illégale d'or, parfois encouragés, voire soutenus, par les autorités chinoises. Au-delà de l'opportunisme économique, Pékin cherche à accroître ses réserves aurifères pour renforcer la stabilité du yuan et diminuer sa dépendance au dollar dans un contexte de tensions croissantes avec Washington.

Il est nécessaire d'améliorer la compréhension tant de ce phénomène que de ses conséquences locales, et de mieux identifier le rôle de ces acteurs chinois dans l'orpaillage illégal en Guyane française. Cette étude en constitue une première étape. Elle repose sur des observations et entretiens conduits auprès de l'ensemble des acteurs de la lutte contre l'orpaillage au cours d'une mission de terrain en Guyane française et au Suriname début 2023,

ainsi que sur plusieurs mois de recherches en sources ouvertes, notamment en langue chinoise.

Les auteurs tiennent à remercier l'ensemble des acteurs de l'État et de la société civile en Guyane française ainsi que le poste diplomatique à Paramaribo. Leur travail est indispensable pour lutter contre le fléau de l'orpaillage illégal sur le territoire national.

### Comptoirs chinois établis le long du Maroni et sites aurifères actifs



## SOMMAIRE

<b>COMPTOIRS ET RESEAUX TRANSNATIONAUX CHINOIS, MOTEURS DE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL EN GUYANE FRANÇAISE .....</b>	<b>5</b>
<b>RESUME .....</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
<b>1. LA PREDATION DE RESSOURCES MINIERES PAR DES ACTEURS CHINOIS, UN PHENOMENE GLOBAL....</b>	<b>6</b>
1.1. L'importance stratégique des ressources minières pour le régime chinois .....	6
1.2. Des acteurs chinois au cœur de l'orpaillage illégal dans le monde.....	9
1.3. Criminalité environnementale : une implication chinoise croissante .....	12
<b>2. LES RESEAUX CHINOIS SUR LE PLATEAU DES GUYANES, UNE INFLUENCE DETERMINANTE .....</b>	<b>15</b>
2.1. Un réseau transnational entre le Suriname et la Guyane .....	15
2.2. Un quasi-monopole dans le secteur du commerce .....	19
2.3. Des liens étroits avec le pouvoir surinamais .....	22
<b>3. ASSURER LA LOGISTIQUE ET L'APPROVISIONNEMENT, UNE CONTRIBUTION ESSENTIELLE .....</b>	<b>24</b>
3.1. Le rôle incontournable des comptoirs chinois le long du Maroni .....	25
3.2. Des chaînes d'approvisionnement de la Chine jusqu'aux sites illégaux en Guyane .....	30
3.3. Une convergence entre les flux de matériel et d'or .....	33
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>37</b>

*Photo de couverture (© OAM – EMOPI 2020) : comptoir chinois implanté sur les berges surinamaises du fleuve Maroni, à la frontière avec la Guyane, qui fournit du matériel d'orpaillage.*

# Comptoirs et réseaux transnationaux chinois, moteurs de l'orpaillage illégal en Guyane française

---

## Introduction

L'orpaillage illégal en Guyane française constitue un enjeu d'intérêt national. La lutte contre ce fléau coûte *a minima* 70 millions d'euros à l'État tandis que le pillage de plusieurs tonnes d'or chaque année représenterait un manque à gagner supérieur à 500 millions d'euros pour l'économie locale et les finances publiques. Au-delà du préjudice économique – d'autant plus marqué que le département se trouve déjà dans une situation difficile avec un des niveaux de vie les plus faibles de France –, il s'agit d'une atteinte forte à la souveraineté française et d'un défi environnemental et sanitaire majeur, en particulier pour les populations amérindiennes. Au sein du croissant aurifère guyanais, la « façade Ouest » regroupe l'immense majorité des sites d'orpaillage illégal. Près de 80 % des chantiers alluvionnaires y sont implantés. Pour la plupart, ces activités se situent à quelques dizaines de kilomètres du fleuve Maroni. Affectés par une grande porosité de la frontière entre le département français et le Suriname, le cours d'eau et ses abords sont devenus une artère cruciale de la logistique.

Cette mutation de l'écosystème de l'orpaillage illégal coïncide avec l'implication croissante d'acteurs chinois dans la zone. Près de 120 commerçants chinois assurent désormais l'approvisionnement en matériel d'orpaillage et produits du quotidien aux orpailleurs illégaux brésiliens, les *garimpeiros*. Ce ravitaillement en continu des 300 sites illégaux actifs en Guyane soutient leur résilience et contrarie l'action des forces de sécurité dans le cadre de la mission « Harpie », lancée en 2008. Les commerçants se faisant payer en or, ils participent eux aussi – au moins indirectement – au financement de l'orpaillage illégal, au blanchiment de l'or extrait en forêt et à la prédation des ressources minières en Guyane et au Suriname voisin.

La présence d'acteurs chinois dans l'orpaillage illégal sur le territoire français n'est pas un phénomène isolé. Il existe de nombreux précédents en Amérique latine et en Afrique avec, dans certains cas, ce qui diffère de la situation en Guyane française, une participation directe d'individus chinois dans l'extraction illégale d'or. L'implantation des commerces le long du Maroni coïncide avec une situation régionale propice, marquée par la présence de communautés chinoises anciennes et influentes, tant sur le plan économique que politique, ainsi qu'un environnement économique et politique dégradé des deux côtés du fleuve.

Cette étude vise à mieux comprendre et évaluer le rôle des acteurs chinois dans l'orpaillage illégal en Guyane française. Pour cela, elle s'intéresse au phénomène global de prédation de ressources minières par des acteurs chinois, dans lequel le cas guyanais s'insère (1) ; elle analyse les ressorts de l'influence chinoise au Suriname et en Guyane (2) ; et elle identifie les

principaux axes de la filière logistique, avec la place centrale des comptoirs chinois le long du Maroni et des réseaux transnationaux établis autour du Suriname (3).

Les informations recueillies reposent principalement sur des observations et entretiens conduits auprès de l'ensemble des acteurs de la lutte contre l'orpaillage au cours d'une mission de terrain en Guyane française et au Suriname en janvier-février 2023, ainsi que sur plusieurs mois de recherches en sources ouvertes en langue chinoise, dont des sites officiels, articles académiques, médias et réseaux sociaux.

## **1. La prédation de ressources minières par des acteurs chinois, un phénomène global**

L'implication d'acteurs chinois dans l'orpaillage illégal en Guyane n'est pas inédite et s'inscrit dans un contexte global de captation et de prédation des ressources minières, encouragées ou facilitées par le pouvoir chinois. Ces activités concernent non seulement l'or mais également la bauxite, le minerai de fer ou encore certains métaux critiques extraits en dehors de Chine.

Si la majorité de ces efforts sont licites et relèvent purement d'une logique de marché, une proportion non négligeable d'entre eux reposent sur des pratiques illégales. En Amérique latine, en Afrique ou encore en Asie du Sud-Est, les cas d'acteurs chinois impliqués directement ou indirectement dans la chaîne de l'orpaillage illégal se multiplient.

Cette expansion des activités de prédation des ressources minières profite tant d'une attitude ambiguë des autorités chinoises que de réseaux criminels organisés transnationaux qui couvrent un vaste spectre de la criminalité environnementale : orpaillage illégal, trafics d'animaux sauvages, extraction illégale de bois, etc.

### ***1.1. L'importance stratégique des ressources minières pour le régime chinois***

La République populaire de Chine (RPC) est un acteur central de l'industrie et des marchés miniers mondiaux. Entre 2005 et 2010, elle a représenté à elle seule 80 % de l'augmentation mondiale de la demande de métaux<sup>1</sup>. Elle est par exemple le premier importateur de bauxite et de minerai de fer, essentiels pour satisfaire les besoins considérables du pays en matière d'infrastructures, d'industrie et de défense<sup>2</sup>.

Le secteur de l'or revêt une importance particulièrement stratégique pour le régime chinois. Elle en est le premier producteur mondial depuis 2007 – environ 10 % de la production

---

<sup>1</sup> « Going global: Chinese natural resource policies and their impacts on Latin America », [OFSE Briefing Paper](#), 2019.

<sup>2</sup> Simon Menet, « Terrain minier. Une expansion à risque des intérêts chinois en Guinée », [Recherches & Documents](#), FRS, juillet 2022.

mondiale en 2022 – et le premier consommateur depuis 2013, devant l'Inde, les États-Unis et les Émirats arabes unis (EAU). En 2022, 27 % de la demande mondiale de bijoux en or provenaient de Chine. Quant aux barres et pièces d'or, la demande a explosé, passant de 12 tonnes en 2004 à 218 tonnes en 2022<sup>3</sup>. Selon certaines estimations, la RPC pourrait avoir acquis jusqu'à 10 % du stock d'or mondial<sup>4</sup>.

Outre le poids des traditions, dont les cadeaux du Nouvel an, et les besoins de l'industrie chinoise pour la production de composants électroniques, ces chiffres s'expliquent par l'appétit croissant de la Banque populaire de Chine (PBOC), qui cherche à diversifier ses réserves de change, en les dédollarisant, et à renforcer la stabilité du yuan. Fin février 2023, les réserves d'or de la Banque centrale ont grimpé à 2 000 tonnes, selon les autorités chinoises<sup>5</sup>. Plusieurs analystes considèrent toutefois que ces chiffres officiels sont bien en deçà de la réalité. Certains estiment que fin 2022, la PBOC disposait d'un stock d'or de 4 309 tonnes, ce qui ferait de la Chine la deuxième plus grande réserve nationale d'or au monde<sup>6</sup>. En ajoutant les stocks d'or privés, encouragés par Pékin et estimés à 24 000 tonnes, il y pourrait y avoir plus de 28 000 tonnes d'or en Chine<sup>7</sup>.

Cette captation progressive sur l'or mondial par la RPC est rendue possible par une stratégie de captation des ressources minières orchestrée au plus haut niveau. Pour Pékin, ces ressources représentent non seulement un enjeu économique mais également un impératif de sécurité. La sécurité des ressources constitue l'un des seize piliers du « *concept global de sécurité nationale* » (总体国家安全) promu par Xi Jinping<sup>8</sup>. Le dirigeant chinois l'a d'ailleurs réaffirmé lors de son discours au 20<sup>ème</sup> Congrès du Parti communiste (PCC) en octobre 2022, au cours duquel il a appelé à « *garantir fermement la sécurité du pouvoir de l'État, la sécurité institutionnelle et la sécurité idéologique, renforcer le développement des capacités de sécurité dans les domaines clés, et assurer la sécurité des ressources alimentaires et énergétiques et des chaînes d'approvisionnement industrielles importantes.* »<sup>9</sup>

Avant cela, Xi Jinping avait déjà souligné, dans une importante lettre adressée aux géologues d'une brigade de la province du Shandong, responsables de la découverte d'une réserve géologique de 2 000 tonnes d'or, que « *les ressources minérales constituent une base matérielle importante pour le développement économique et social, et que l'exploration et l'exploitation des ressources minérales sont une question de planification et de sécurité nationales.* »<sup>10</sup>

---

<sup>3</sup> « Gold demand bounces back to shine bright again », [China Daily](#), 2 février 2023.

<sup>4</sup> Chiffres cités dans le rapport non public d'Antoine Dutta Gupta, *La présence chinoise au Suriname : le rôle déterminant des commerces du Maroni dans l'approvisionnement des orpailleurs illégaux et la captation de l'or extrait*, EMOPI, août 2022.

<sup>5</sup> « Gold optimizes reserves portfolio », [China.org.cn](#), 14 mars 2023.

<sup>6</sup> Jan Nieuwenhuijs, « China's Central Bank Likely Owns 4,309 Tonnes Of Gold, More Than Double What Is Officially Disclosed », *nxtmine*, 27 février 2023.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Katja Drinhausen, Helena Legarda, « Comprehensive National Security Unleashed: How Xi's approach shapes China's policies at home and abroad », *Merics*, 15 septembre 2022.

<sup>9</sup> « Summary of my country's gold industry's efforts to ensure the safety of gold resources in 2022 » (2022年我国黄金行业全力保障黄金资源安全综述), [China Gold Association](#), 30 janvier 2023.

<sup>10</sup> « General Secretary Xi Jinping's important reply letter to all geologists in the Sixth Geological Brigade of Shandong Provincial Bureau of Geology and Mineral Resources has aroused enthusiastic response in the gold

En pratique, cette priorisation de la sécurité des ressources s'est traduite par une attention accrue à la prospection, à l'exploration et au développement de sites miniers, une augmentation des investissements et un ajustement stratégique de la structure industrielle en interne. Pékin a notamment encouragé les entreprises chinoises à investir à l'étranger à travers un soutien politique ou des mesures incitatives, dans le cadre de la politique de « *going out* » initiée au tournant des années 2000<sup>11</sup>, puis de la Belt and Road Initiative (BRI), annoncée dès 2013 par Xi Jinping et mise en œuvre à partir de 2015<sup>12</sup>.

L'un des cas emblématiques est l'entreprise Zijin Mining (紫金矿业), premier producteur d'or et l'un des trois plus grands producteurs de cuivre en Chine. Établi en 1993, le groupe minier est coté sur le marché financier de Hong Kong et détenu en partie par des capitaux publics chinois et émiratis<sup>13</sup>. Il est dirigé par Chen Jinghe (陈景河), également vice-président de la China Gold Association (中国黄金协会), président de la China Mining Federation (中国矿业联合会) et ancien représentant de la province du Fujian au Congrès national populaire – le parlement chinois – de 2003 à 2018.

Ces dernières années, Zijin a investi dans des projets miniers dans douze pays le long des nouvelles Routes de la soie, y compris plusieurs mines de cuivre en République démocratique du Congo, une mine de cuivre et d'or en Serbie et des mines d'or au Tadjikistan. À cela s'ajoute l'acquisition, validée en février 2023, d'une mine d'or de classe mondiale en production au Suriname pour un montant de 401 millions de dollars. Cette opération d'ampleur comprend le rachat à l'entreprise IAMGOLD de sa participation de 95 % dans Rosebel Gold Mines N.V., qui possède la mine d'or de Rosebel, et une participation de 70 % dans la mine de Saramacca.<sup>14</sup>

#### Logo de la filiale de Zijin Mining au Suriname



Si ces investissements reflètent l'ambition de Zijin de devenir « *une entreprise minière de classe mondiale* », ils suivent aussi la volonté du régime chinois de sécuriser son

---

industry » (习近平总书记给山东省地矿局第六地质大队全体地质工作者重要回信在黄金行业引发热烈反响), [China Gold Net](#), 11 octobre 2022.

<sup>11</sup> « Lei Yalin: Current Situation and Countermeasures of my Country's Mineral Resources Security » (雷涯邻: 我国矿产资源安全现状与对策), [Sina Finance](#), 2 août 2006.

<sup>12</sup> « Comprehensively Improve the Supply Guarantee Ability of my country's Primary Products » (全面提高我国初级产品供给保障能力), [National Development and Reform Commission](#), 7 mars 2023. Voir également Yu Hongyuan, « Mineral Security and Resource Strategy in the 'Belt and Road Initiative' » (矿产资源安全与"一带一路"矿产资源风险应对), [Pacific Journal](#), 2018.

<sup>13</sup> Le fonds souverain Abu Dhabi Investment Authority (ADIA) a acquis fin 2022 une participation minoritaire dans Zijin Mining à hauteur de 0,62 %, le plaçant parmi les dix principaux actionnaires.

<sup>14</sup> Shi Yimin, Luo Guoping, Han Wei, « Zijin Completes \$360 Million Suriname Gold Mine Purchase », [Caixin](#), 3 février 2023 ; « Zijin Mining to acquire world-class producing gold mine in Suriname », [Zijin Mining](#), 20 octobre 2022.

approvisionnement en ressources minières. Chen Jinghe a d'ailleurs affirmé que « *le développement à l'étranger de l'entreprise doit non seulement prêter attention à l'effet de dotation des ressources minières, mais aussi à l'orientation stratégique du gouvernement, et combiner consciemment le développement de l'entreprise avec la stratégie nationale.* »<sup>15</sup> Or, ces liens entre la stratégie de captation des ressources de Pékin et des investissements miniers à l'étranger sont d'autant plus problématiques qu'ils se conjuguent, dans certains cas, à des comportements illicites.

De plus en plus, il apparaît que des ressortissants chinois sont directement impliqués dans des activités d'orpaillage illégal dans plusieurs pays africains ou sud-américains, brouillant la frontière entre captation et prédation des ressources, entre investissement stratégique soutenu par l'État-parti et opportunisme économique d'individus ou de groupes criminels.

## **1.2. Des acteurs chinois au cœur de l'orpaillage illégal dans le monde**

Avant d'être un problème proprement local, l'orpaillage illégal en Guyane française s'insère dans un phénomène global de prédation des ressources aurifères, notamment par des ressortissants chinois. En parallèle des investissements croissants d'entreprises minières chinoises à l'étranger, d'autres canaux illicites ou informels se sont développés sur plusieurs continents.

Les recherches effectuées montrent une multiplication de cas d'orpaillage illégal impliquant directement ou indirectement des acteurs chinois en Asie du Sud-Est (Indonésie, Myanmar), en Amérique latine (Bolivie, Colombie, Équateur, Suriname) et dans au moins quatorze pays africains<sup>16</sup>.

Au Mali par exemple, des orpailleurs chinois sont très actifs sur des chantiers primaires et alluvionnaires qui ne cessent de grandir. Le pays compterait plus d'un million de mineurs artisanaux, répartis sur environ 350 sites aurifères qui produisent dix à quinze tonnes d'or par an<sup>17</sup>. S'il est difficile d'évaluer leur nombre, les fréquentes arrestations de travailleurs chinois par les autorités maliennes suggèrent une présence significative<sup>18</sup>. Plusieurs équipements (pelleteuses, motopompes, groupes électrogènes, etc.) ont été saisis, prouvant un mode d'orpaillage semi-industriel et mécanisé contraire aux pratiques locales. Entamées en 2021, les opérations des forces de sécurité maliennes auraient permis de démanteler plusieurs dizaines de sites et d'arrêter plus d'une centaine d'orpailleurs illégaux, principalement d'origine chinoise. En même temps, elles ont favorisé une expansion de la présence chinoise

---

<sup>15</sup> « Zijin Mining: Demonstrating the responsibility of Fujian enterprises in the joint construction of the 'Belt and Road' » (紫金矿业：在共建"一带一路"中彰显闽企担当), [Fujian Network](#), 25 juin 2021.

<sup>16</sup> Les pays concernés incluent : Afrique du Sud, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Madagascar, Mali, Nigéria, République démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone et Zimbabwe.

<sup>17</sup> « Mali : des orpailleurs chinois accusés d'avoir exploité illégalement et pollué le fleuve Falémé », [France 24](#), 26 mars 2021.

<sup>18</sup> Près de 50 mineurs chinois ont été arrêtés par les autorités maliennes en février et décembre 2022 ainsi qu'en mars 2023.

dans les pays voisins comme le Sénégal et la Guinée, où les frontières sont très poreuses<sup>19</sup>. En novembre 2022, le gouvernement guinéen a cherché à endiguer l'orpaillage illégal croissant dans le sud-est du pays en fermant plusieurs sites<sup>20</sup>. Selon des médias locaux, des ressortissants chinois y exploitaient illégalement l'or avec près de 250 machines et le concours de la population locale<sup>21</sup>.

De ces trois cas, il ressort que des acteurs chinois dans la zone semblent principalement opérer selon une logique de bassin aurifère qui ignore les frontières. Ce fonctionnement transnational est facilité par un cadre de gouvernance et de contrôle étatique dégradé ainsi que des réseaux chinois bien établis. Des investigations sur les réseaux sociaux chinois montrent que la plupart des orpailleurs chinois dans la zone proviennent du comté de Shanglin (上林县), dans la province autonome du Guangxi.

Cette région du sud-est de la Chine est connue pour sa longue tradition d'exploitation de l'or. Une expression chinoise affirme d'ailleurs : « *Là où il y a des restaurants, il y a des Chinois, et là où il y a de l'or, il y a des personnes originaires de Shanglin* » (有餐馆的地方就有中国人, 有金子的地方就有上林人)<sup>22</sup>. Historiquement, les chercheurs d'or de Shanglin avaient migré en masse dans la province du Heilongjiang, au nord-est de la Chine. Compte tenu de certaines restrictions, ils se sont par la suite tournés vers le Ghana, émigrant en plusieurs vagues dans les années 1990-2000. Entre 2005 et 2013, plus de 50 000 mineurs chinois seraient arrivés dans le pays, la plupart venant de Shanglin. Il est estimé que la part réelle de la production des mines à petite échelle contrôlées par les ressortissants de Shanglin pouvait atteindre 40 % en 2011, sachant que ce type d'orpaillage représentait 30 % de la production nationale d'or du Ghana à cette période<sup>23</sup>.

Cet essor du « gang de Shanglin » (上林帮) au Ghana s'explique par plusieurs facteurs, dont :

- **Une alliance d'intérêt entre des propriétaires fonciers locaux et les mineurs de Shanglin**, sur lesquels ils s'appuient pour obtenir des licences d'exploitation minière moyennant des intérêts (environ 10-12 % du capital de la mine). Plusieurs études soulignent le rôle clé des élites ou hommes d'affaires ghanéens dans l'implantation réussie des mineurs chinois<sup>24</sup>, ce que confirme, en creux, l'ambassadeur de Chine au Ghana dans un entretien en 2019 : « *pourquoi les Chinois ne pratiquent-ils pas l'exploitation minière illégale en Afrique du Sud, où il y a aussi beaucoup d'or ? Ce n'est pas possible, car la population locale ne nous soutient pas. Au Ghana cependant, certains*

---

<sup>19</sup> Au Sénégal, trois individus chinois liés à la société Taiji Investment Group ont été condamnés à de la prison ferme en mars 2022. Le même mois, des gendarmes sénégalais ont démantelé un site sur lequel opéraient des ressortissants chinois basés au Mali.

<sup>20</sup> « Guinée : fermeture de plusieurs exploitations artisanales d'or dans le sud-est », [China Internet Information Center](#), 30 novembre 2022.

<sup>21</sup> Youssouf Keita, « Siguiri : les sites d'exploitation minière sont envahis par les Chinois, plus de 250 machines dans les brousses (direction préfectorale des Mines) », [Média Guinée](#), 5 novembre 2022.

<sup>22</sup> « 'Guangxi Shanglin Gang' Ghana Gold Rush Story: Holding Gold in Hands and Embracing Black Wife » ("广西上林帮"加纳淘金记: 手捧黄金 怀抱黑妻), *Guangming*, 15 mai 2013.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Nathaniel Ocquaye, « Explaining the Persistence of Illegal Chinese Mining in Ghana: The Efficacious Role of Local Patrons », [LSE-GSU Working Paper](#), 2023.

*habitants aident le petit nombre de Chinois qui pratiquent l'exploitation minière illégale.* »<sup>25</sup>

- **Un soutien des autorités locales chinoises.** Une enquête du *New York Times* de 2013 a révélé que les autorités de Shanglin ont encouragé la ruée vers l'or ghanéen de la population du comté – historiquement pauvre – en facilitant l'expédition d'équipements et l'obtention de passeports<sup>26</sup>. Elles ont également dépêché une délégation lorsque la répression contre les mineurs illégaux chinois a commencé au Ghana, en parallèle des efforts diplomatiques du gouvernement central à Pékin. En juin 2013, la Chine a déployé au Ghana un groupe de travail interministériel (affaires étrangères, commerce et sécurité publique) pour gérer le retour des citoyens chinois soupçonnés d'orpaillage illégal<sup>27</sup>. Signe d'une position néanmoins ambiguë du pouvoir chinois à ce sujet, la rhétorique des officiels chinois de la délégation était centrée sur la protection des droits et intérêts de leur ressortissants et le rôle des Ghanéens dans l'orpaillage illégal.
- **Un réseau humain, logistique et financier très organisé.** « *Presque tous les foyers de Shanglin sont impliqués dans l'exploitation de l'or au Ghana* », explique un journaliste chinois, selon lequel les locaux font venir leurs proches, attirés par l'appât du gain<sup>28</sup>. L'implantation au Ghana est ensuite facilitée par des hommes d'affaires de Shanglin, bien connectés aux autorités locales<sup>29</sup>. Les villes natales des orpailleurs de Shanglin sont devenues des *hubs* pour les équipements d'orpaillage (pelleteuse, canons à eau, etc.), qui y sont réunis avant d'être acheminés vers le port de Shenzhen puis expédiés au Ghana. Certains équipements sont même originaires du Guangxi, à l'instar des pelles mécaniques du géant du secteur, le groupe LiuGong (柳工集团). Outre ce rôle logistique clé, Shanglin sert de plateforme financière pour les orpailleurs. Selon une source au sein de la branche du Guangxi de la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) citée par le *Guangming Daily*, le comté aurait vu affluer plus d'un milliard de dépôts étrangers dans son système financier entre mai et juin 2011, ce qui aurait alarmé les autorités centrales.

Malgré plusieurs années d'opérations des forces de l'ordre ghanéennes, l'orpaillage illégal chinois a non seulement persisté, mais s'est également propagé à d'autres pays africains. Il y a désormais des traces du gang de Shanglin en Côte d'Ivoire, en RDC ou encore en Centrafrique, où neuf mineurs chinois ont été tués en mars 2023. Xi Jinping a personnellement condamné la tuerie et appelé les autorités centrafricaines à « *sévèrement punir les meurtriers* »<sup>30</sup>.

---

<sup>25</sup> « Don't blame Chinese for galamsey, blame Ghanaians – Ambassador », [Starrfm](#), 2019.

<sup>26</sup> Dan Levin, « Ghana's Crackdown on Chinese Gold Miners Hits One Rural Area Hard », [New York Times](#), 29 juin 2013.

<sup>27</sup> « Chinese Working Group Arrives in Ghana to Handle Matters Related to Persons Suspected of Illegal Gold Mining » (中国工作组抵加纳处理涉嫌非法采金人员相关事宜), [Xinhua](#), 12 juin 2013.

<sup>28</sup> D'après une source chinoise, l'arrivée des chercheurs d'or de Shanglin au Ghana a fonctionné par cycles. Par exemple, huit mineurs venaient travailler sur un site. Après environ trois mois de travail, ils devenaient patron de site et lorsqu'ils rentraient à Shanglin, chacun recrutait huit autres personnes. Et ainsi de suite. Pour plus de détails, voir « The Ghana Gold Rush Story: Riches and Deaths on the 'Gold Coast' » (加纳淘金故事：「黄金海岸」上的暴富和死亡), Jizhou Gongzuo Shi (WeChat), 22 avril 2020.

<sup>29</sup> « The real experience of the first generation of Ghanaian gold rushers in Africa: At the peak of gold mining, money flows like water » (第一代非洲加纳淘金上林人的真实经历：黄金开采高峰，钱就像水一样流动), Shanglin Network (WeChat), 23 juillet 2016.

<sup>30</sup> « Xi Condemns Killings in African Nation Where Russian and Chinese Interests Compete », [New York Times](#), 20 mars 2023.

Au Zimbabwe, des ressortissants chinois sont devenus des acteurs influents du secteur aurifère, aidés en cela par des partenariats avec les élites politiques et militaires du pays. Selon une source citée par l'ONG *Global Initiative against Transnational Organized Crime* (GI-TOC), « les Chinois ont l'audace de dire aux fonctionnaires chargés de la conformité qu'ils sont des 'small boys'. »<sup>31</sup> Comme au Ghana, des ressortissants chinois sont impliqués dans l'exploitation de l'or et la fourniture d'équipements. Leurs magasins vendent tout le nécessaire pour l'exploitation minière de l'or artisanale à petite échelle, y compris du mercure qui proviendrait de Chine. Ce sont également eux qui détiennent les installations de traitement de l'or, consolidant un peu plus leur position dominante.

Au-delà de leurs spécificités géographiques, politiques ou socio-économiques, ces différents cas témoignent d'une prédation à grande échelle des ressources aurifères par des ressortissants chinois – soutenue ou non par l'État chinois – qui ne peut être dissociée de la situation spécifique de la Guyane française. Cette logique globale est d'autant plus importante pour la lutte contre l'orpaillage illégal sur le territoire français qu'elle se conjugue avec un enchevêtrement d'activités illicites, notamment en matière de criminalité environnementale, au sein duquel prospèrent de nombreux réseaux criminels chinois.

### **1.3. Criminalité environnementale : une implication chinoise croissante**

La prise en compte de l'orpaillage illégal ne peut être isolée de celle d'autres activités criminelles. Bien souvent, les acteurs impliqués, y compris d'origine chinoise, appartiennent à des réseaux criminels organisés et pratiquent d'autres activités illicites : blanchiment d'argent, trafics d'armes, de bois, d'animaux sauvages, etc. Cet empilement d'activités criminelles est très prégnant dans le voisinage de la Guyane française, au Suriname, comme en témoignent des investigations numériques réalisées par les auteurs sur des cas d'acteurs chinois participant à des pratiques relevant de la criminalité environnementale.

**PROFIL 1** : M. Chen, né le 30 avril 1978, est un individu de nationalité chinoise, originaire de la province du Guangdong et installé au Suriname depuis plusieurs années<sup>32</sup>. Il dispose d'un visa américain et fait régulièrement des allers-retours entre le Suriname et le Guyana voisin.

D'après les données publiques disponibles sur son profil Douyin – la version chinoise du réseau social Tik Tok –, Chen est directement impliqué dans des activités d'extraction de l'or au Suriname. Il travaille sur les sites d'orpaillage, dont au moins un site primaire, où il supervise des travailleurs locaux. L'extraction de l'or est en partie mécanisée, comme le suggère la présence de pelles mécaniques. Les sites d'orpaillage sont protégés par des gardes locaux, armés de fusils d'assaut.

---

<sup>31</sup> Marcena Hunter *et al.*, « Illicit Gold Markets in East and Southern Africa », [GI-TOC](#), mai 2021.

<sup>32</sup> Informations obtenues grâce à l'analyse de données publiques publiées par M. Chen sur son compte Douyin.

**Chen (à droite) sur un site d'orpaillage avec des gardes armés**



Il semblerait qu'une fois l'or récolté et affiné, il soit envoyé à Dubaï, voire Hong Kong. Cette piste est corroborée par des messages publics datant de septembre 2022 entre Chen et un individu chinois originaire de Shanglin (*cf. supra*) et basé aux Émirats arabes unis (EAU). L'or pourrait y être acheminé avec d'autres produits illicites. En parallèle de ses activités d'orpaillage, Chen participe en effet au trafic de jaguars. Plusieurs photos et vidéos publiées sur son profil le montrent manipuler et mesurer des crocs de jaguars. Il exhibe également une queue de jaguar dans son véhicule et a préparé une boisson alcoolisée à base d'os de jaguar.

Chen dispose d'armes à feu, identifiées dans plusieurs vidéos. Il est fort probable que ces armes soient utilisées pour de la protection dans le cadre de ses activités au sein d'un groupe criminel, dont l'identité est inconnue. Dans une vidéo, il est accompagné de deux hommes d'origine chinoise, dont l'un est identifié comme son chef, qu'il conduit vers un site pour percevoir l'argent. D'après Chen, ce dernier serait toujours armé.

**Crocs de jaguars exhibés par Chen**



**PROFIL 2 :** M. Wei est un individu d'origine chinoise, qui est lui aussi directement impliqué dans des activités d'orpaillage au Suriname. Il travaille aux côtés d'employés locaux sur des sites primaires et alluvionnaires, où sont présents d'autres Chinois. L'or récolté semble être

revendu dans des entreprises tenues par des individus d'origine chinoise comme Goldsky NV ou Century Mining NV (cf. section 3.3.).

Comme pour Chen, le profil Douyin de M. Wei indique qu'il prend part à un ensemble d'activités illicites. Il possède des armes à feu, y compris des armes de gros calibre. Il en utilise d'ailleurs lors de sessions de tir en pleine nature. Il maintient en captivité des singes et chasse des animaux sauvages tels que des singes ou des jaguars. Il semble également lié de près ou de loin à l'extraction illicite de bois au Suriname.

Ces différents cas s'insèrent dans le cadre d'une présence criminelle chinoise avérée au Suriname, en particulier dans le domaine de la criminalité environnementale. Une étude de l'ONG *Earth League International* (ELI) de 2022 a notamment révélé l'existence de deux puissants réseaux chinois de trafics d'espèces sauvages dans le pays<sup>33</sup> :

- Le premier – dit SA1 – est un réseau criminel multi-marchandises composé d'individus chinois opérant à partir de plusieurs pays d'Amérique latine. Il est impliqué dans l'orpaillage illégal, le trafic d'espèces sauvages et de bois, le blanchiment d'argent et le trafic d'êtres humains. Il aurait des liens avec des groupes mafieux chinois, vénézuéliens, colombiens et brésiliens ainsi qu'avec de grandes entreprises de bois, d'or et de pierre du Suriname.
- Le second réseau criminel – dit SA18 – est basé au Suriname. Il est lié au « *gang de Putian* » (莆田幫), la branche sud-américaine d'une mafia originaire de la province du Fujian, qui est implanté en Bolivie et en Argentine, où il gère notamment des casinos. Il est impliqué dans le trafic d'espèces sauvages et le blanchiment d'argent. Selon l'ONG ELI, tous ses membres ont des visas américains et font des aller-retours fréquents aux États-Unis – à l'instar de M. Chen (cf. *supra*). Le réseau serait capable de blanchir un demi-million de dollars par jour.

Des supermarchés, bijouteries et autres magasins tenus par des détaillants chinois peuvent servir de couverture à ces trafics, tandis que les réseaux sociaux – comme Facebook ou WeChat – sont utilisés pour la publicité des produits. Les trafics entre le Suriname et la Chine s'effectuent ensuite généralement par voie aérienne *via* les Pays-Bas et, plus rarement, *via* les États-Unis<sup>34</sup>. Toutefois, les contrôles de police ayant été renforcés dans les aéroports du Suriname ces dernières années<sup>35</sup>, d'autres voies sont désormais empruntées. Les produits de jaguar interdits sont transportés par bus et parfois par camions d'abattage de bois, où ils sont cachés dans des troncs. Ils peuvent aussi être acheminés en contrebande sur de grands porte-conteneurs gérés par des sociétés chinoises de transport maritime. Les trafiquants utilisent également des bateaux plus petits, des voies fluviales non contrôlées pour faire passer discrètement les produits de jaguar au Guyana ou en Guyane française. Ces itinéraires de transit sont établis grâce aux relations étroites que les réseaux criminels entretiennent avec la police et les douanes surinamaises.

---

<sup>33</sup> Andrea Crosta *et al.*, « The Criminal Networks Behind Jaguar Trafficking: Research Crime Convergence to Better Understand and Combat Jaguar Trafficking », [Earth League International](#), 2022.

<sup>34</sup> « Stroperij En Illegale Handel In Bolivia En Suriname Vormen Serieuze Bedreiging Voor Soorten », [One World](#), 25 janvier 2019.

<sup>35</sup> « Jaguar-tanden bij vertrekkende reizigers aangetroffen », [Star Nieuws](#), 13 février 2018.

Compte tenu de l'interconnexion entre ces crimes environnementaux, l'étude du mode opératoire de ces groupes fournit de précieuses informations sur les flux éventuels de l'or extrait illégalement (cf. *section 3.3.*). Il est en outre révélateur d'un système transnational et organisé qui affecte directement la Guyane française et se superpose aux réseaux chinois répartis des deux côtés du fleuve du Maroni.

## **2. Les réseaux chinois sur le plateau des Guyanes, une influence déterminante**

L'implication croissante d'acteurs chinois dans l'écosystème d'orpaillage illégal en Guyane a été facilitée par un contexte régional favorable qui dépasse le seul cadre de la criminalité organisée.

Les comptoirs chinois établis sur la rive surinamaïse du Maroni, qui rendent possible l'orpaillage illégal sur le territoire français, profitent de l'ancrage local solide et ancien des communautés chinoises. Ces dernières se sont développées au Suriname et en Guyane au fil des générations et détiennent désormais un quasi-monopole dans certains secteurs économiques clés. Les comptoirs profitent aussi de l'influence économique et politique chinoise dans la région, en particulier des liens étroits entre les élites politiques surinamaises et chinoises.

### **2.1. Un réseau transnational entre le Suriname et la Guyane**

Le Suriname comprend les diasporas chinoises les plus importantes des Caraïbes. Lors du second mandat du président Boutersé, entre 2015 et 2020, elles auraient atteint près de 60 000 personnes, soit environ 10 % de la population du pays. Ces chiffres ont fortement diminué depuis, en grande partie à cause de la dégradation de la situation économique du pays dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Les estimations de l'Ambassade de Chine au Suriname font état d'une population actuelle d'origine chinoise autour de 20 000 personnes.

Malgré cette diminution, les diasporas chinoises au Suriname sont anciennes et bien implantées. Les premiers migrants chinois sont arrivés dans le pays au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle pour travailler dans les plantations surinamaises avant de s'installer en établissant des premiers commerces. Ils sont principalement d'origine Hakka et issus des régions du sud de la Chine. Après un certain ralentissement, le Suriname connaît une nouvelle vague de migrants dans les années 1990. Durant cette période, près de 40 000 ressortissants chinois, arrivés parfois illégalement, s'installent dans le pays. Ils viennent principalement des villes de Wenzhou et Qingtian dans la province du Zhejiang, du Fujian et du Guangdong. Ils sont présents à la fois dans l'économie formelle, *via* des magasins de quartier et des supermarchés

ou en tant qu'orfèvres, et dans l'économie informelle, où ils jouent par exemple le rôle d'intermédiaires et de créditeurs<sup>36</sup>.

Si la plupart d'entre eux sont impliqués dans des activités liées au commerce, un certain nombre de Chinois – principalement originaires des provinces du Fujian et Guangdong – travaillent dans le secteur de l'extraction aurifère. Cette implantation est d'autant plus aisée qu'elle s'appuie sur des liens interpersonnels et géographiques ainsi que des pratiques courantes au sein des communautés chinoises telles que la « tontine » (和会), *i.e.* un prêt informel avec ou sans intérêt entre le bénéficiaire et son entourage.

Les organisations communautaires chinoises présentes dans le pays jouent également un rôle clé. Les informations disponibles en sources ouvertes suggèrent que pas moins de 26 organisations sont installées au Suriname, dont la plupart sont établies en fonction des lieux d'origine des migrants chinois et de leurs secteurs d'activité, le commerce étant le plus représenté. Les plus anciennes et importantes d'entre elles sont Kong Ngie Tong Sang (广义堂) et Chung Fa Foei Kon (中华会馆), établies respectivement en 1880 et 1928.

### ***Sièges des principales associations communautaires chinoises au Suriname, Chung Fa Foei Kon et Ngie Tong Sang***



D'autres organisations plus récentes incluent la Chambre de commerce du Zhejiang (浙江商会), l'Association de Dongguan (东莞同乡会) ou encore la Suriname Chinese United Association (苏里南华侨华人社团联合总会, SCUA). Cette dernière a été créée en 2010 sous l'impulsion de l'Ambassadeur de Chine au Suriname d'alors, Yuan Nansheng (袁南生), pour unifier les diasporas chinoises. Présentée comme la « lumière de la communauté chinoise » (华社之光), elle réunit quatorze associations et chambres de commerce chinoises<sup>37</sup>. Ces organisations disposent pour certaines de leurs propres médias en mandarin, tels que le *Xunnan Daily* (海南日报) et le *Chung Fa Daily* (苏里南中华日报).

Le rôle de ces organisations communautaires est crucial dans le développement de la présence chinoise au Suriname. Elles contribuent à la promotion des intérêts économiques chinois dans le pays et participent à la protection des ressortissants en assurant l'interface

<sup>36</sup> Chapitre « China and Suriname: The virtuous circle of China's two globalizations », in Theodor Tudoroiu, *China's Globalization from Below Chinese Entrepreneurial Migrants and the Belt and Road Initiative*, Routledge, 2021.

<sup>37</sup> « Liu Quan, the Chinese ambassador to Suriname, went to Suriname Overseas Chinese Federation for investigation and investigation » (驻苏里南大使刘全赴苏里南华侨华人联合总会调研考察), [PRC Ministry of Foreign Affairs](#), 23 novembre 2018.

avec les autorités surinamaises. En même temps, elles constituent des relais essentiels pour les autorités chinoises, dans une perspective de coordination ou bien de contrôle. Les activités connues de Kong Ngie Tong Sang révèlent des rencontres régulières avec les diplomates chinois en poste au Suriname, des prises de position publiques qui suivent la ligne du Parti<sup>38</sup>, et des interactions avec des officiels liés au Département de Front Uni (统战部) du PCC, un organe clé chargé de contrôler et d'influencer les ressortissants chinois en dehors du Parti, en Chine comme à l'étranger. En août 2019, par exemple, une délégation du Département de Front Uni du district de Longgang de la ville de Shenzhen s'est rendue au siège de Kong Ngie Tong Sang<sup>39</sup>. Signe d'un noyautage des différents *leaders* des communautés chinoises par Pékin, les dirigeants de Kong Ngie Tong Sang, SCUA et de la Chambre de commerce chinoise au Suriname (华侨商会) ont participé à la « 7<sup>ème</sup> Conférence mondiale des associations de Chinois d'outre-mer » en 2014, un événement organisé par le Département de Front Uni<sup>40</sup>. En 2015, c'est le président de Chung Fa Foei Kun, Li Xuexiong (李学雄), qui a été invité par le Bureau des Affaires des Chinois d'outre-mer du Conseil des affaires de l'État à assister au défilé militaire commémorant le « 70<sup>ème</sup> Anniversaire de la victoire de la guerre antijaponaise du peuple chinois et de la guerre mondiale antifasciste » à Pékin<sup>41</sup>.

Le développement des communautés chinoises au Suriname a eu des implications directes pour la Guyane française, dont le schéma de migration et l'écosystème des communautés chinoises sont comparables. Fortes d'une émigration ancienne qui remonte à 1898, les diasporas chinoises ont consolidé leur présence en Guyane française au fil des générations. Tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, des migrants de Longgang, Bao'an, Dongguan et Huizhou dans la province du Guangdong, des Cantonais et Hakkas de Hong Kong – généralement restaurateurs – et des commerçants de Qingtian et Jinhua, dans la province du Zhejiang, ont migré sur le territoire<sup>42</sup>. La population d'origine chinoise compterait désormais 8 000 personnes, la plupart de nationalité française<sup>43</sup>. Environ 800-900 personnes seraient installées à Saint-Laurent du Maroni, selon les chiffres officiels.

Si l'implantation chinoise a d'abord été alimentée par la venue de proches pour travailler dans les commerces et le regroupement familial, elle tient également à l'opportunisme économique, facilité par un système d'entraide et des réseaux bien documentés. Les travaux de l'anthropologue Isabelle Dubost, corroborés par des sources chinoises, mettent par exemple en avant le rôle clé de l'un des premiers migrants originaires du Zhejiang, Guo Shenghua (郭胜华), dans la création d'une filière d'immigration en Guyane. Depuis son arrivée à Cayenne en 1976, l'homme d'affaires de Qingtian aurait été responsable à lui seul de l'arrivée de pas moins de 300 personnes dans le département. Il aurait incité des « *camarades*

---

<sup>38</sup> En août 2022, l'association comptait ainsi parmi les signataires d'un communiqué condamnant la visite de Nancy Pelosi à Taïwan.

<sup>39</sup> « A Delegation from the United Front Work Department of Longgang District, Shenzhen, visited Suriname » (深圳市龙岗区统战部代表团到访苏里南), [Chungfa Daily](#), 28 août 2019.

<sup>40</sup> « Ambassador Yang Zigang Meets with Representatives of the Overseas Chinese Community in Suriname Attending the 'Seventh World Conference of Overseas Chinese Associations' » (杨子刚大使会见出席“第七届世界华侨华人社团联谊大会”的苏里南侨界代表), [PRC Embassy in Suriname](#), 1<sup>er</sup> juillet 2014.

<sup>41</sup> « Introduction to Suriname Chinese United Association » (苏里南中华会馆简介), Chung Fa Foei Kon, 7 décembre 2017.

<sup>42</sup> Isabelle Dubost, « Chinois de Guyane et de Martinique : des mobilités sans cesse retravaillées », *Recherches Haïtiano-Antillaises*, 2019 ; « Overseas Chinese business in French Guiana is booming » (法属圭亚那华人华侨生意兴隆), [Duoxian News](#), 18 avril 2013.

<sup>43</sup> Estimations faites par la communauté chinoise elle-même.

*d'école* » de sa ville natale à le rejoindre et permis leur installation à travers un contrat tacite, semblable au système de la « tontine » : leur voyage est payé mais en contrepartie, ils sont tenus de travailler quelques années dans son entreprise d'importations de marchandises ; s'ils souhaitent se mettre à leur compte, Guo Shenghua leur accorde un prêt en échange de l'exclusivité de l'approvisionnement auprès de lui. Bien que ses affaires soient toujours actives en Guyane, y compris son entreprise SARL Amitiés Groupe, Guo est rentré il y a quelques années en Chine, d'où il maintient une certaine influence. Décrit comme « *un ambassadeur non gouvernemental de la Chine* » par les médias chinois, il est membre du Comité provincial du Zhejiang au sein de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) – une institution affiliée au système de Front Uni – et vice-président exécutif de la Chambre de commerce du Zhejiang<sup>44</sup>.

Les communautés chinoises de Guyane se sont développées, outre par ces liens interpersonnels, grâce à un réseau transnational solide avec le Suriname. Les diasporas chinoises des deux côtés de la rive du Maroni appartiennent généralement à des bassins géographiques similaires (Longgang, Dongguan, Qingtian, etc.). Une partie des ressortissants chinois sont arrivés sur le territoire français directement depuis le Suriname, y compris pour fuir le pays durant la guerre civile de 1986 à 1992. Les organisations communautaires chinoises de Guyane ont également été établies avec le soutien de celles basées au Suriname.

### ***Siège de l'association Fa Kiao Kon So à Cayenne***



C'est notamment le cas de l'association Fa Kiao Kon So (华侨公所), fondée en 1957 avec l'aide de l'association Kong Ngie Tong Sang. Basée sur la place des Amandiers à Cayenne, elle est l'une des plus anciennes et plus importantes associations chinoises de Guyane, avec près de 350 membres réguliers qui paient des cotisations. Selon des sources chinoises, elle compterait en réalité plus de 4 500 membres. Longtemps présidée par Joseph Ho Cho Shu (何祖树) – un homme d'affaires originaire du quartier de Henggang (Shenzhen) –, l'association est désormais présidée par son fils, André Ho. Il s'agit d'un lieu de vie pour les membres des communautés chinoises, qui peuvent y apprendre le chinois, pratiquer des activités sportives ou faire des procédures administratives. Comme au Suriname, c'est aussi un intermédiaire pour les autorités guyanaises et un interlocuteur privilégié des autorités chinoises. En

<sup>44</sup> « Guo Shenghua » (郭胜华), Zhejiang Federation of Returned Overseas Chinese, 9 juillet 2009.

témoignent, par exemple, son partenariat avec le gouvernement municipal de Shenzhen<sup>45</sup> et les visites des ambassadeurs chinois successifs en poste au Suriname et en France en 2009, 2011 et 2018.

D'autres organisations communautaires de premier plan incluent l'association Jiang Zhe Hu (法属圭亚那江浙沪联合会), fondée en 1993 sous l'impulsion de Guo Shenghua, et l'association Saint Fa Foei Kon (ou Sing Fa Kon So). Cette dernière rassemble les Chinois de Saint-Laurent du Maroni et de Mana et entretient des liens avec l'association Chung Fa Foei Kon, basée au Suriname. En 2009, l'Association chinoise de Dongguan en Guyane française (东莞同乡会) a été inaugurée à Cayenne en présence de l'ambassadeur de Chine au Suriname Yuan Nansheng<sup>46</sup>.

Derrière ce fonctionnement transnational – récurrent dans le processus de migration des diasporas chinoises – s'est bâtie une importante influence économique. En Guyane française comme au Suriname, des acteurs chinois ont renforcé leur emprise sur des pans entiers de l'économie et sont notamment parvenus à un quasi-monopole dans le secteur du commerce.

## **2.2. Un quasi-monopole dans le secteur du commerce**

Les communautés chinoises disposent d'un poids économique disproportionné en Guyane. Alors qu'elles représentent moins de 3 % de la population guyanaise, elles contribueraient à 25 % du montant total des recettes fiscales du département<sup>47</sup>.

À Cayenne, la plupart des fonds de commerce situés aux carrefours des rues sont détenus par des membres des communautés chinoises<sup>48</sup>. Ces derniers possèdent la majorité des épiceries et des bazars du territoire, à l'instar des magasins « Fa Fa Fa Cayenne » ou « Orient Shopping », situés au cœur de Cayenne et détenus par des personnes originaires de la province du Zhejiang. Ils possèdent aussi nombre d'entreprises d'import-export, d'entrepôts et de grandes enseignes, dont celles du Groupe U.

Comme en Guyane, le secteur du commerce surinamais a progressivement été accaparé par les communautés chinoises. Au début des années 2000, il était estimé que neuf commerces sur dix étaient tenus par des acteurs chinois au Suriname<sup>49</sup>. Les produits sont généralement importés depuis la Chine puis revendus sur le marché local avec des marges importantes. Selon les données de UN Comtrade, les importations surinamaises depuis la Chine – estimées à 276 millions de dollars en 2021 – sont composées en premier lieu de machines (concasseurs,

---

<sup>45</sup> « Overseas Chinese Leaders from French Guiana Visited Shenzhen and Appointed as Advisory Director of the Maritime Trade Fair » (法属圭亚那侨领访问深圳 受聘市海交会顾问理事), Shenzhen Overseas Chinese Press, 9 novembre 2007.

<sup>46</sup> « Yuan Nansheng, Ambassador to Suriname, Attends the Establishment Ceremony of the Dongguan Association of France and Guyana » (驻苏里南大使袁南生出席法圭东莞同乡会成立仪式), PRC Embassy in Suriname, 9 décembre 2009.

<sup>47</sup> « Overseas Chinese business in French Guiana is booming » (法属圭亚那华人华侨生意兴隆), [Duoxian News](#), 18 avril 2013.

<sup>48</sup> Entretien réalisé par les auteurs à Cayenne.

<sup>49</sup> Li Yuan, « Suriname: Lots of business opportunities » (苏里南: 商业机会多多), *Cooperative Economy & Science*, 2003.

réfrigérateurs, pompes, véhicules, etc.), produits en métaux, plastiques et caoutchouc et textiles. Toutes les importations ne sont toutefois pas référencées, une partie des flux étant informels ou illicites.

Si les commerces chinois représentent une grande partie de la présence économique chinoise dans le pays, ils ne constituent pas pour autant l'intégralité des investissements chinois dans le pays. Selon les chiffres du ministère chinois du Commerce, complétés par les données disponibles en sources ouvertes, il y aurait une trentaine d'entreprises actives dans des secteurs clé du marché surinamais.

Sur le plan des infrastructures, l'entreprise China Dalian International Group (中国大连国际经济技术合作集团, CDIG), ou Dalian Corporation (大连公司), est implantée au Suriname depuis 1999. Elle y a construit plus de 1 300 km de routes, y compris celle reliant Paramaribo à l'aéroport, et près de 650 logements<sup>50</sup>. En 2018, l'entreprise a entrepris la phase IV de son projet « Suriname National Infrastructure », qui consiste en la construction ou rénovation de routes et quartiers résidentiels pour un montant total de 235 millions de dollars<sup>51</sup>. La phase V a été annoncée fin 2020<sup>52</sup>, mais des informations indiquent que les activités de l'entreprise ont été ralenties, voire interrompues, ces deux dernières années en attendant un règlement de la question de la dette, en partie liée aux projets de CDIG<sup>53</sup>.

La Chine est le troisième créancier du Suriname, dont elle détient 480 millions de dollars de la dette publique extérieure selon de récentes estimations<sup>54</sup>. Or, même si un programme de restructuration piloté par le Club de Paris avec le concours de la Chine a été lancé en juin 2022, le pays fait face à un niveau de dette total très préoccupant – 3 383 millions de dollars fin 2021 – encore aggravé par la dégradation de la situation économique (forte dévaluation du dollar surinamais, inflation galopante, etc.). Or une telle explosion de la dette publique surinamaïse confère à Pékin d'importants leviers de négociation avec le Suriname.

Des entreprises chinoises sont très présentes dans l'exploitation forestière et minière, deux secteurs stratégiques. Les ressources forestières constituent le premier pôle d'exportation vers la Chine et un moteur majeur de l'économie du Suriname. Sous l'impulsion des autorités locales<sup>55</sup>, plusieurs entreprises chinoises se sont implantées dans le pays : China Zhong Heng Tai Investment (中国中恒泰投资), CIMC Group Suriname Tegoba Forestry Company (中集集团苏里南特高霸林业公司), Suriname Donghui Wood Investment (苏里南东辉木业投资), Suriname Gisen Wood Industry (苏里南吉森木业), etc. En particulier, le gouvernement surinamaïse a mis environ 51 000 ha de forêt tropicale à disposition de Zhong Heng Tai

---

<sup>50</sup> « The Reception for the 45th Anniversary of the Establishment of Diplomatic Relations between China and Suriname Held in Beijing » (中国与苏里南建交45周年招待会在北京举行), [CDIG](#), 6 juillet 2021.

<sup>51</sup> « Vice Chairman Wang Xinmin and his party went to Suriname to carry out business activities » (王新民副董事长一行赴苏里南开展商务活动), [CDIG](#), 23 décembre 2016.

<sup>52</sup> « The new General Manager of Dalian Branch visited the Minister of Public Works » (新任大连公司总经理访问公共工程部长), [Chungfa Daily](#), 7 décembre 2020.

<sup>53</sup> « Public Works Department reports update on megaprojects » (公共工程部报告大型项目的最新情况), [KNTS Dagblad](#), 13 mars 2023.

<sup>54</sup> Entretien réalisé par les auteurs à Paramaribo.

<sup>55</sup> En 2007, le ministre des Ressources naturelles a conduit une délégation à Shenzhen pour faire connaître les ressources forestières et les plans de développement du pays aux entreprises nationales, et a appelé au renforcement de la coopération pour développer conjointement les ressources forestières du Suriname.

Investment, dont 40 000 dédiés à un projet de création d'une plantation de palmiers à huile et de transformation ultérieure des fruits du palmier en huile de palme brute. Toutefois, en 2022, des personnalités politiques ont appelé à révoquer la licence, accordée en 2005, de l'entreprise chinoise<sup>56</sup>, qui s'est en réalité bornée depuis à couper des arbres et à en exporter les billots.

Dans le domaine de l'exploitation aurifère, la présence chinoise a longtemps été relativement discrète. Le ministère chinois du Commerce indique par exemple l'implantation d'une filiale de China Mingjin Group (中国明金集团), ou China Mega, au Suriname au début des années 2010<sup>57</sup>. L'entreprise aurait signé en 2016 un accord avec Suriname National Mining Development<sup>58</sup>, et acquis la mine de Sara Creek, avec une concession de 225 km<sup>2</sup>.

Toutefois, aucune information sur ce contrat ou les opérations de China Mingjin au Suriname n'est disponible publiquement. La structure de l'entreprise n'est pas non plus connue, hormis la création suspecte de deux filiales au Îles Vierges britanniques en lien avec ses activités au Suriname.

### ***Mine d'or exploitée par China Mingjin Group au Suriname (2014)***



---

<sup>56</sup> « Government Considering Revocation Of China Zhong Heng Tai Permit », United News, 15 mai 2022.

<sup>57</sup> « List and contact information of Chinese-funded enterprises in Suriname » (驻苏里南中资企业名单及联系方式), [PRC Ministry of Commerce](#), 2013.

<sup>58</sup> « China Mingjin Tiansheng signed an agreement with Suriname National Mining Development Co., Ltd. » (中国明金天盛与苏里南国家矿业发展有限公司签订协议), [Mingjin Group](#), 2 décembre 2016.

Cette opacité n'a pas empêché le dirigeant de China Mingjin d'interagir avec les autorités locales et d'être intégré dans les réseaux des affaires chinois. Il a notamment rencontré le ministre surinamais des Affaires étrangères, le ministre des Travaux publics et le directeur du Suriname National Gold Council. Il s'est également entretenu avec l'Ambassadeur de Chine au Suriname<sup>59</sup>, et a participé à plusieurs événements organisés par l'ambassade ou des organisations chinoises (par exemple une réception à l'occasion du « 63<sup>ème</sup> anniversaire de la RPC » en 2012 et un dîner officiel avec le président Boutersé lors de sa visite en Chine en 2013)<sup>60</sup>.

S'il est difficile de mesurer précisément l'implication des entreprises chinoises dans le paysage minier surinamais, force est de constater que l'acquisition récente des mines de Rosebel et Saramacca par Zijin Mining a clairement changé le rapport de force. Cet investissement a en effet contribué à consolider un peu plus l'emprise de la Chine sur des pans entiers de l'économie du pays, et à accroître son influence, qui s'appuie notamment sur des liens étroits avec le pouvoir surinamais.

### **2.3. Des liens étroits avec le pouvoir surinamais**

Au-delà des activités commerciales et économiques des communautés chinoises implantées en Guyane et au Suriname, l'un des facteurs déterminants du développement de la présence chinoise dans l'orpaillage – légal ou toléré côté surinamais et illégal côté guyanais – est la proximité entre les acteurs chinois – étatiques ou non – et les autorités surinamaises.

Au fil des générations, les migrants chinois se sont intégrés dans la société surinamaïse et dans le paysage politique national. De 1980 à 1982, c'est un président d'origine chinoise, Henk Chin A Sen, qui a gouverné le pays. Plusieurs députés d'origine chinoise ont siégé ou siègent toujours au sein de l'Assemblée nationale, à l'instar de Wang Chuanrui (王传瑞) et Stephen Tsang (曾锦荣), qui fut également ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme de 2018 à 2020. La nouvelle ambassadrice du Suriname en Chine, Chong Pick Fung, est, elle aussi, d'origine chinoise, de même que la femme de l'ancien président Dési Boutersé, Ingrid Figueira. Cette dernière a même été consultante auprès de la Fédération des femmes chinoises du Suriname (苏里南华人妇女联合会).

À ces postes clés s'ajoutent des interactions très fréquentes entre les membres des communautés chinoises et le pouvoir surinamais. Le président actuel Santokhi, comme son prédécesseur Boutersé, participe régulièrement aux activités des associations chinoises, telles que l'événement commémoratif du 169<sup>ème</sup> anniversaire de l'arrivée des premiers Chinois au Suriname organisé par la SCUA en octobre 2022 ou le festival du Nouvel an lunaire en janvier 2023. Plusieurs membres éminents des diasporas chinoises ont également été décorés par Boutersé en personne lors d'une cérémonie de remise de médailles en 2016. C'est le cas de plusieurs cadres dirigeants de Dalian International, de Chung Fa Foei Kon, de la SCUA ou

---

<sup>59</sup> « Chairman Ming Jin Tiansheng Met with Chinese Ambassador and Counselor to Suriname » (明金天盛董事长会见中国驻苏里南大使及参赞), [Mingjin Group](#) (non daté).

<sup>60</sup> « Chairman Mingjin Tiansheng was invited to attend the 'Suriname President's Visit to China Dinner' » (明金天盛董事长应邀出席“苏里南总统访华晚宴”), [Mingjin Group](#) (non daté).

encore de la Chambre de commerce chinoise<sup>61</sup>. À travers ces circuits informels, les organisations non gouvernementales et patronales chinoises exercent une influence notable dans les sphères politiques.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Santokhi en 2020, le Suriname a montré une volonté de se rapprocher des États-Unis. Selon un diplomate américain, la relation bilatérale avec l'administration actuelle est très bonne sur le plan politique<sup>62</sup>. Le président surinamais souhaite attirer davantage d'entreprises américaines, comme le montre le projet de nouveau port en eaux profondes et de zone économique impliquant notamment Siemens et l'entreprise texane Phoenix Development. Les deux pays ont aussi renforcé leur coopération en matière d'application de la loi à travers le lancement récent d'un programme financé par Washington à hauteur de 300 000 dollars<sup>63</sup>.

Cet effort de diversification des relations diplomatiques ne doit pas pour autant masquer les liens étroits qui perdurent entre les gouvernements chinois et surinamais. Sous le président Boutersé, la coopération bilatérale s'est renforcée, avec une multiplication de visites de haut niveau, dont une visite en 2018 de Wang Yi (王毅), alors conseiller des Affaires de l'État et ministre des Affaires étrangères, et plusieurs déplacements du président Boutersé en Chine. En 2013, Xi Jinping l'a reçu alors même qu'il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par les Pays-Bas pour son implication dans des trafics internationaux de cocaïne. Le Suriname a par ailleurs rejoint la Belt and Road Initiative en 2019, tandis que la Chine a accru ses financements, devenant l'un des principaux bailleurs du pays, devant les Pays-Bas.

Ce soutien financier a notamment concerné les infrastructures stratégiques surinamaises. La Chine a rénové *pro bono* le siège du ministère surinamais des Affaires étrangères. L'extension et la modernisation de l'aéroport de Paramaribo ont été gérées par l'entreprise d'État China Harbor Engineering Corporation (中国港湾, CHEC), avec un prêt de 205 millions de dollars de la China Exim Bank accordé au gouvernement surinamais. Par ailleurs, l'entreprise Huawei Technologies (华为技术) s'est implantée dans les infrastructures télécoms, qu'il s'agisse de la 5G dans le centre-ville de Paramaribo ou des câbles sous-marins. Cette pénétration de technologies chinoises devrait continuer de s'accroître sous l'administration Santokhi. Début 2023, le Suriname a renforcé sa coopération sécuritaire avec Pékin dans le cadre du lancement de la troisième phase du projet *Safe City*. Après deux programmes d'installation de caméras de surveillance à Paramaribo initiés dès 2017, ce nouvel accord conclu en janvier 2023 prévoit un don de 15 millions de dollars pour l'installation de caméras dans tout le Suriname, à l'exception du district de Sipaliwini<sup>64</sup>.

Enfin, le changement de gouvernement en 2020 n'a pas empêché la Chine de conserver des liens étroits avec des personnalités influentes au sein de l'administration Santokhi. Plusieurs sources à Paramaribo ont souligné la proximité entre les autorités chinoises, en particulier l'Ambassadeur de Chine au Suriname Han Jing (韩镜), et le vice-président Ronnie Brunswick.

---

<sup>61</sup> « The President awarded medals to 163 people who have contributed to society » (总统向163位对社会有贡献的人士颁发勋章), *Chung Fa Daily*, 24 novembre 2016.

<sup>62</sup> Entretien réalisé par les auteurs à Paramaribo.

<sup>63</sup> *Ibid.*

<sup>64</sup> « Safe City 3: China schenkt 15 miljoen USD voor installatie camera's in bijna heel Suriname », [Waterkant](#), 19 janvier 2023.

Au-delà de leur apparente complicité lors de récents évènements<sup>65</sup>, les deux hommes interagissent régulièrement. En septembre 2021 par exemple, Han Jing a rendu visite à Brunswick et lui a remis 300 000 yuans (environ 40 000 euros), officiellement en soutien aux efforts de lutte contre les inondations<sup>66</sup>. Brunswick semble également être un point d'entrée privilégié des diasporas chinoises au sein du gouvernement. En octobre 2020, les représentants de l'association SCUA se sont entretenus avec le vice-président, y compris à propos d'un braquage d'un magasin d'or chinois à Paramaribo, et lui ont offert 5 000 masques dans le cadre de la lutte anti-Covid<sup>67</sup>. Plus récemment, Brunswick a fait des dons pour l'organisation du Nouvel an lunaire à Paramaribo en 2023. Il a aussi rencontré des responsables d'organisations communautaires chinoises et s'est rendu au Suriname Times Mall (苏里南时代广场), l'un des commerces visés par des pillages début février 2023 dans la capitale.

Directement ou indirectement, ces liens avec le pouvoir surinamais contribuent à protéger, voire insulariser, des acteurs chinois de certaines contraintes politiques, légales ou économiques. Ils peuvent même faciliter des comportements illicites, en particulier compte tenu du statut de narco-État du Suriname qui, par essence, brouille activités légales et illégales.

### 3. Assurer la logistique et l'approvisionnement, une contribution essentielle

La Guyane française compte environ 6 500 *garimpeiros*<sup>68</sup>, qui extraient illégalement l'or sur environ 500 sites alluvionnaires et primaires répartis sur le territoire, principalement à l'ouest du croissant aurifère. Ces ressortissants brésiliens utilisent des méthodes artisanales et semi-mécanisées et s'installent en forêt autour de camps, dits *carbet*, où s'organise toute une économie informelle et illicite, qui comprend également de la prostitution et divers trafics. Cet écosystème ne pourrait exister sans l'indispensable filière logistique dans laquelle de nombreux acteurs chinois jouent un rôle clé. C'est elle qui permet en effet d'alimenter en matériels et produits du quotidien les *garimpeiros* présents sur les sites guyanais, contribuant ainsi à leur résilience face à la pression exercée par les forces de sécurité françaises. S'il est difficile d'en mesurer l'envergure, il est clair qu'elle repose principalement sur le développement d'un grand nombre de comptoirs chinois établis le long de la côte surinamaïse du fleuve Maroni et la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement élaborée de Chine jusqu'à Maripasoula en Guyane.

---

<sup>65</sup> Entretiens réalisés par les auteurs.

<sup>66</sup> « Ambassador Han Jing paid a courtesy call on Suriname's Vice President Brunswick and provided aid to Suriname for the flood » (韩镜大使到任拜会苏里南副总统布林斯韦克并向苏水灾提供援助), *Chungfa Daily*, 10 septembre 2021.

<sup>67</sup> « Representatives of Suhua Association paid a visit to Brunswick » (苏华总会代表拜会副总统布林斯韦克), *Chungfa Daily*, 2020.

<sup>68</sup> Chiffres issus d'une étude démographique conduite par la Gendarmerie en 2022.

### **3.1. Le rôle incontournable des comptoirs chinois le long du Maroni**

Contrairement aux cas du Ghana, du Mali ou de la Bolivie<sup>69</sup>, la Guyane française fait face à une présence chinoise indirecte dans l'orpaillage illégal, les orpailleurs n'étant pas des ressortissants chinois. Des acteurs chinois gravitent cependant autour des activités d'extraction illégale de l'or conduites à 95 % par les *garimpeiros* et en profitent largement sans y prendre part directement. Bien qu'indirect, le rôle de ces acteurs chinois n'en est pas moins essentiel en ce qu'il rend possible l'orpaillage illégal sur le territoire français en fournissant un soutien logistique crucial aux *garimpeiros* et en contribuant au financement de leurs opérations.

Selon les derniers chiffres officiels, cette implication chinoise se concentre principalement autour de 120 comptoirs. Ces structures sont implantées tout le long du Maroni depuis Antecum Pata, avec une concentration en face des embouchures des fleuves et à proximité des zones d'orpaillage. Si des magasins ont pendant un temps été établis en Guyane, ils ont tous été démantelés dans le cadre de l'opération Harpie. A présent, seuls ceux implantés le long des rives surinamaises perdurent. En particulier, deux *hubs* logistiques, Albina et Albina 2, se sont développés en face des communes françaises de Saint-Laurent du Maroni et de Maripasoula.

#### **Comptoir chinois établi sur la rive surinamaïse du Maroni**



<sup>69</sup> Sur l'implication d'acteurs chinois dans l'orpaillage illégal en Bolivie, voir notamment Sergio Mendoza Reyes, « The plunder of Bolivian gold: Chinese companies are hiding behind mining cooperatives », [Todos Nube](#), 9 janvier 2023.

## Albina 2 : hub logistique majeur de l'orpaillage illégal en Guyane

Créé au début des années 2000, Albina 2 s'organise autour de 24 comptoirs répartis au sein de deux villages informels : Antonio do Brinco et Ronaldo. Cette zone n'est pas répertoriée par l'État surinamais, dont la présence institutionnelle se limite à cinq agents de la police surinamaïse – la *Korps Politie Suriname* (KPS) – postés dans le premier village. Cette présence est avant tout symbolique, compte tenu de leur manque de moyens face à l'ampleur des trafics.

Antonio do Brinco, qui tient son nom du *garimpeiro* ayant construit le premier bâtiment, est situé en face du poste de gendarmerie de Maripasoula. Si cette localisation n'a pas empêché son développement, le village s'est néanmoins progressivement réorienté vers la vente de matériels d'orpaillage, de produits du quotidien et transformé en un lieu de vie avec restaurants, hôtels et bars.

Ronaldo, lui, s'est développé en face de l'embouchure de l'Inini, sur un emplacement spécifiquement choisi pour ne pas faire face à la Base opérationnelle avancée (BOA) de Maripasoula. Il s'agit désormais d'un hub majeur de l'orpaillage illégal. Les marchandises y sont déjà emballées et prêtes au transit, après avoir été payées en or. C'est ainsi l'une des plaques tournantes de tous les trafics présents dans la zone : alcool, stupéfiants, prostitution, etc. Dépourvu de toute présence policière, Ronaldo est régulièrement le théâtre de règlements de compte.

Plusieurs sources suggèrent que les commerçants chinois présents à Ronaldo étaient initialement installés à Benzdorp avant de se déplacer en raison de l'épuisement des ressources aurifères dans ce secteur.

### Vue aérienne de Ronaldo (2019)



Les comptoirs chinois ont bâti leur hégémonie à travers un fonctionnement flexible, profondément ancré au sein de l'économie informelle locale. Les *garimpeiros* peuvent payer les équipements dans toutes les devises, y compris l'or. Si les prix de référence des produits et la majorité des transactions sont en euros, une partie de ces transactions se réalisent en pépites d'or, qui sont purifiées et pesées dans les comptoirs grâce à des outils dédiés (balance, coupelles et chalumeaux, etc.). Ces modes de paiement se conjuguent à un système de dettes, supporté par les commerçants chinois. La fourniture d'équipements (essence, mercure, motopompes, quad, etc.) s'appuie en effet sur un préfinancement en retour d'une vente exclusive. Dans ce cas, les orpailleurs sont tenus de vendre leur or à des prix qui ne sont pas nécessairement liés aux cours du marché<sup>70</sup>.

### **Matériels d'orpaillage en vente dans des comptoirs chinois établis le long du Maroni**



La force des comptoirs chinois repose également sur une organisation hiérarchique qui peut être schématiquement divisée en trois niveaux :

- Les employés locaux recrutés sur place et situés en bas de l'échelle. Depuis 2019, cela inclut des gardes recrutés parmi les forces armées surinamaises qui sécurisent les magasins avec leurs armes de dotation.
- Les employés et gérants chinois qui travaillent et gèrent au quotidien les magasins.
- Les chefs chinois qui supervisent les magasins et réseaux logistiques depuis Paramaribo, y compris par l'intermédiaire d'hommes de main. Ils assurent l'interface avec le pouvoir surinamais en cas d'incidents, comme lors de l'incendie qui s'est produit en 2019 à Albina 2, entraînant la mort de deux personnes et la destruction de cinq magasins.

Cette organisation pyramidale coïncide étroitement avec l'architecture des réseaux chinois implantés au Suriname. Les recherches menées par la FRS suggèrent ainsi que les commerçants chinois se déplacent – ou du moins interagissent entre eux – entre Paramaribo et les différents comptoirs établis le long du Maroni, en particulier ceux situés à Albina (*cf. encadré ci-après*).

<sup>70</sup> Le prix de l'or est généralement environ 5 % moins cher que le cours mondial.

## Itinéraire d'un commerçant chinois de Chine à Apatou

Des investigations numériques conduites par la FRS ont permis de reconstituer l'itinéraire d'un individu chinois, M. Wang<sup>71</sup>, impliqué dans les comptoirs le long du Maroni, offrant ainsi un aperçu du fonctionnement des flux logistiques et réseaux chinois qui alimentent l'orpaillage illégal.

Originaire de la ville de Fuqing (福清), dans la province du Fujian, M. Wang serait arrivé au Suriname en novembre 2019. Moins de deux semaines après son arrivée, il s'est rendu à Albina sur une période estimée à environ dix jours. Par deux fois, il a alors traversé le fleuve en pirogue vers Saint-Laurent du Maroni *via* un point d'embarquement au niveau du magasin « Transamerica ». Il a également assisté, voire participé, à des activités artisanales d'affinage d'or en compagnie d'un autre individu chinois.

Entre avril 2020 et avril 2021, M. Wang a partagé plusieurs vidéos alors qu'il se trouvait à un comptoir situé à Pamaka weko (secteur d'Apatou).

Ce comptoir, connu sous le nom de *Grace Supermarket*, dispose de plusieurs grandes citernes de gazole, approvisionnées par camion. Durant cette période, plusieurs vidéos le montrent à Maripasoula, y compris sur une pirogue devant les magasins de Ronaldo. Il s'y serait rendu par avion *via* la piste d'atterrissage de Benzdorp. Il semble également transiter par la voie terrestre sur les pistes de 4x4 dans les environs de Maripasoula.

En juillet 2021, M. Wang est rentré en Chine pour une période d'un mois durant laquelle il a fait une quarantaine à Shanghai. Il est ensuite retourné au Suriname, *via* l'aéroport de Schiphol aux Pays-Bas.

Après son retour, il a ouvert son propre restaurant chinois (好味一厨) à Paramaribo, tout en continuant *a priori* ses activités liées à l'orpaillage illégal. En témoigne par exemple l'acquisition d'un véhicule de transport utilisé pour l'acheminement du carburant sur des sites.

### Vue aérienne du comptoir chinois Grace Supermarket, secteur d'Apatou



<sup>71</sup> M. Wang est un pseudonyme.

Ces interconnexions sont d'autant plus importantes que les responsables des comptoirs chinois semblent provenir principalement d'un même bassin géographique. Une enquête de 2012 a ainsi révélé que tous les ressortissants chinois installés à Benzdorp – et désormais à Ronaldo – sont originaires la province du Fujian<sup>72</sup>. Les entretiens réalisés par les auteurs à Albina 2 suggèrent plus précisément que les commerçants chinois proviennent de la région de Putian (Fujian), d'où opère l'un des réseaux criminels chinois basés au Suriname (*cf. section 1.3.*).

Ces informations, qui suggèrent un rôle majeur de Putian dans l'écosystème commercial le long du Maroni, sont corroborées par la couverture médiatique d'un incident impliquant l'un de ses ressortissants en 2017. Cette année-là, un habitant originaire du village de Qiaoguang (桥光村), situé dans le comté de Xianyou (仙游县) à Putian, et son fils ont été abattus par des braqueurs, qui ont par la suite incendié leur comptoir. Ce dernier était situé à Santi Kondre, dans la région de Gakaba au Suriname, en aval de Grand-Santi<sup>73</sup>. L'attaque a suscité un important émoi au sein des communautés chinoises, qui ont levé des fonds à hauteur de 700 000 yuans (environ 91 000 euros) depuis le Suriname et Putian. Les autorités municipales de Putian et du comté ont fait un don de 10 000 yuans, tandis que le ministre surinamais de la Justice et Police d'alors, Eugene Van der San, était présent à une cérémonie d'hommage à Paramaribo, présidée par un membre de la direction de l'organisation-cadre SCUA<sup>74</sup>. Selon la presse chinoise, le commerçant en question avait été secrétaire du village de Qiaoguang avant de venir au Suriname<sup>75</sup>. Lorsqu'il est arrivé dans le pays, il a emprunté beaucoup d'argent pour ouvrir une ferme de poulets avant de reprendre le comptoir d'un proche, faute de revenus suffisants.

### ***Comptoir chinois incendié en 2017 dans le village surinamais de Santi Kondre***



Au-delà de ses spécificités, ce cas est révélateur des liens étroits entre les comptoirs chinois le long du Maroni et les autorités locales de Putian, qui ne sont pas sans rappeler la relation entre les autorités de Shanglin et les orpailleurs illégaux au Ghana (*cf. section 1.2.*). Il est également symptomatique de la proximité entre les comptoirs chinois et les autorités

<sup>72</sup> James Whitlow Delano, « Suriname: Chinese Migrants Cash In on Gold Rush », [Pulitzer Center](#), 9 août 2012.

<sup>73</sup> « Un commerçant chinois et son fils tués par balle », *France Guyane*, 5 avril 2017.

<sup>74</sup> « Justice Minister Suriname wants to allow store owners to shoot criminals down », [Dutch Caribbean Legal Portal](#), 24 avril 2017.

<sup>75</sup> « A father and son in Xianyou were robbed and killed in Suriname » (仙游一对父子 在苏里南遭劫遇难), *Haidu News*, 13 avril 2017.

surinamaises. Ces dernières ont légalisé les comptoirs établis sur leurs territoires. Certains disposent même d'un Siret français. Plusieurs agents de la KPS sont postés à Albina 2, où ils seraient nourris gratuitement par la population. Avant qu'ils s'y installent, le maire de la commune surinamaïse sur laquelle s'est bâti Albina 2 se déplaçait jusqu'aux magasins, alors même que ce village informel ne comprend aucune présence institutionnelle et n'est pas relié aux réseaux électriques ou d'eau potable du pays. Il existe aussi un chef coutumier à Albina 2, nommé sous l'administration Boutersé, qui rencontre individuellement les commerçants chinois. Il a même été invité par l'ambassadeur chinois au Suriname par le passé, ce qui suggère que les autorités chinoises ont au moins connaissance de l'implication de ressortissants chinois dans des activités liées à l'orpaillage illégal, voire les soutiennent tacitement.

Forts de ces réseaux et des liens avec les autorités surinamaises, les comptoirs chinois s'appuient sur une importante organisation logistique, qui permet un approvisionnement quasi ininterrompu des sites d'orpaillage de l'ouest guyanais, ce malgré les opérations répétées des forces de sécurité françaises.

### **3.2. Des chaînes d'approvisionnement de la Chine jusqu'aux sites illégaux en Guyane**

En 2022, le bilan de la lutte contre l'orpaillage illégal en Guyane française fait état de saisies record sur l'année : 1 585 motopompes, 603 corps de pompe, 100 concasseurs, 132 moteurs de hors-bord ou encore 187 quads. Parmi ces équipements confisqués aux *garimpeiros*, une écrasante majorité sont d'origine chinoise : mobylettes « Filong », moteurs « Changchai » ou « Sifang », tuyaux « Shengda », etc.

#### ***Moteurs de la marque Zhejiang Sifang saisis en forêt en Guyane française (juin 2022, janvier 2023)***



Ces volumes très importants d'équipements résultent de la mise en place de véritables chaînes logistiques depuis la Chine jusqu'à la Guyane française, en passant notamment par le Suriname. S'il est difficile de déterminer avec précision ces flux, plusieurs éléments permettent néanmoins d'en esquisser les contours.

Grâce aux informations indiquées sur les équipements saisis, il est possible d'identifier l'origine de certaines pièces. De nombreux moteurs sont par exemple produits par une entreprise à capitaux publics, Zhejiang Sifang Group (浙江四方集团), établie en 1961 dans la ville de Yongkang (永康), située dans la province du Zhejiang. Ils peuvent ensuite être exportés *via* Zhejiang Sifang Import-Export, le plus grand exportateur de machines agricoles de Chine. Selon des données d'avril 2023, cette filiale de Sifang Group commerce avec 70 pays, dont le Suriname.

Une fois au Suriname, ces équipements transitent par Paramaribo, véritable base arrière des comptoirs chinois établis sur les rives du Maroni. Le long de l'artère commerçante Tourtonnelaan, de nombreux magasins chinois vendent des équipements qui servent ensuite sur les sites d'orpaillage illégaux en Guyane : moteurs, corps de pompes, quads ou tuyaux. C'est le cas par exemple de Zheng Xing NV (振兴机电公司) ou Yifeng Trading Company Co. Ltd. (亿腾贸易公司). Signe de leur intégration au sein de l'écosystème chinois local, ces deux magasins figurent parmi les donateurs de campagnes menées par les organisations communautaires chinoises basées à Paramaribo. L'une d'entre elles visait, par exemple, à envoyer du matériel anti-Covid en Chine en juillet 2020<sup>76</sup>.

### **Commerces chinois vendant du matériel d'orpaillage à Tourtonnelaan, Paramaribo**



Le grand nombre de magasins à Paramaribo, leur taille et la gamme de produits dont ils disposent suggèrent d'importants flux logistiques, dont l'un des principaux points d'entrée au Suriname est Nieuwe Haven, le premier port du pays. Or ce dernier, contrôlé par le frère du vice-président Brunswick et l'entreprise émiratie DP World, aurait pour spécificité l'absence de contrôle douanier sur les conteneurs déchargés. Certaines marchandises ne seraient pas non plus taxées. Ce manque de transparence est d'autant plus problématique que 90 % des importations et exportations du Suriname y transiteraient, y compris depuis le port de Yiwu

<sup>76</sup> « The name of the fourth batch of donors who supported the government's fight against the epidemic for the second time » (第二次支持政府抗疫第4批捐赠者芳名), [Chungfa Daily](#), 14 juillet 2020.

(义乌)<sup>77</sup>, situé dans le Zhejiang et connu comme le « supermarché du monde ». Outre les ports chinois, plusieurs sources suggèrent que les produits vendus dans les comptoirs chinois du Maroni sont également importés en partie de pays limitrophes comme le Brésil, le Guyana ou le Venezuela, d'où pourraient provenir les carburants utilisés par les *garimpeiros*.

Depuis Paramaribo, le matériel importé est acheminé par camions jusque dans des comptoirs chinois ou succursales basés à Albina. Située stratégiquement en face de Saint-Laurent, cette ville frontière est la plaque tournante de l'approvisionnement en matériel d'orpaillage illégal pour le Maroni. Tous les produits vendus à Albina 2 proviennent ainsi des comptoirs et entrepôts chinois d'Albina, dont le plus emblématique est Transamerica. Tenu par des ressortissants chinois basés à Paramaribo, ce supermarché de l'orpaillage forme un gigantesque complexe composé d'un entrepôt, de comptoirs de rachat de l'or, de supermarchés et d'hôtels-restaurants. Les marchandises pour l'orpaillage y sont emballées et prêtes au transit. Elles sont ensuite transportées par pirogue suivant un temps de trajet d'environ treize heures. Les pirogues peuvent contenir jusqu'à 15 tonnes de fret, la norme étant plutôt de 5-7 tonnes. Le coût de la livraison est estimé à environ 800 EUR pour 9-10 tonnes, contre environ 2,5 EUR/kg de fret par avion<sup>78</sup>.

Depuis Paramaribo ou Albina, l'approvisionnement des comptoirs chinois le long du Maroni profite d'un environnement local favorable. La gouvernance au Suriname est en proie à des pratiques notoires de corruption et de clientélisme<sup>79</sup>. Les forces de sécurité surinamaises manquent cruellement de moyens et n'exercent qu'un contrôle marginal sur les zones limitrophes avec la Guyane. Ces carences se conjuguent à de vastes couverts forestiers et des frontières poreuses propices aux différents trafics ainsi qu'à d'importantes limites capacitaires au niveau de l'appareil sécuritaire français. La police aux frontières ne contrôle qu'une fraction du territoire guyanais, grand comme l'Autriche<sup>80</sup>. La douane n'est pas présente sur le Maroni au-delà de Saint-Laurent, tandis que l'État ne dispose d'aucun radar dans la zone, qui permettrait d'accroître la visibilité sur les appareils qui entrent ou sortent du territoire<sup>81</sup>. À cela s'ajoute un mode de vie local qui favorise les interactions entre les deux rives – plus de mille rotations de pirogues sont effectuées chaque jour entre Albina et Saint-Laurent – et une dépendance croissante des populations installées le long du Maroni à l'égard des comptoirs chinois, qui fournissent désormais une grande partie de leurs produits de première nécessité.

La filière logistique chinoise le long du Maroni s'appuie en outre sur la maîtrise des locaux en matière de maniement de pirogues, qui acheminent 95 % des produits vendus dans les comptoirs. Le reste – denrées périssables ou pièces d'équipements d'orpaillage qui nécessitent un acheminement rapide – est transporté par avion. Or, le Suriname dispose d'un réseau dense de pistes d'atterrissage, ce qui tient notamment à son rôle clé de pays transit dans les trafics de cocaïne vers l'Europe. Selon les chiffres du *Monde*, il y aurait au total 43

---

<sup>77</sup> Li Yuan, « Suriname: Lots of business opportunities » (苏里南: 商业机会多多), *Cooperative Economy & Science*, 2003.

<sup>78</sup> Entretien réalisé par les auteurs à Maripasoula.

<sup>79</sup> Douglas Farah, Kathryn Babineau, « Suriname : the New Paradigm of a Criminalized State », Center for a Secure Free Society, mars 2017.

<sup>80</sup> Entretiens réalisés par les auteurs avec des officiers de la police aux frontières de Saint-Laurent du Maroni.

<sup>81</sup> Entretiens réalisés par les auteurs avec des officiers du 9<sup>ème</sup> RIMA.

pistes légales, souvent isolées, et au moins 28 autres illégales<sup>82</sup>. Parmi elles, neuf pistes, dont deux illégales, sont situées à moins de 2 km du Maroni. C'est le cas par exemple de la piste de Lawa Tabiki, établie sur une île en face de Benzdorp et utilisée par les commerçants chinois installés à Maripasoula. Les *garimpeiros* empruntent également la voie aérienne, comme l'a révélé l'accident d'un Cessna 208B Supervan 900 de la compagnie *Blue Wing Airlines* survenu en décembre 2020 au bout de la piste d'Anapaïké, au sud de Maripasoula. L'appareil emportait des marchandises et cinq Brésiliens.

Tout en permettant l'approvisionnement vital aux activités d'orpaillage illégal en Guyane, ces flux logistiques semblent coïncider avec ceux assurant l'acheminement et l'intégration dans le marché légal de l'or extrait clandestinement. Ce processus complexe reposerait notamment sur les comptoirs chinois le long du Maroni qui non seulement alimentent les activités des *garimpeiros*, mais capteraient également l'essentiel des dix tonnes d'or soustraites illégalement à la France.

### **3.3. Une convergence entre les flux de matériel et d'or**

En dépit des moyens déployés dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal, le traçage de l'or produit illégalement en Guyane française reste un véritable défi. L'or est un métal malléable et très ductile, qui peut être aisément fondu ou allié à d'autres métaux. Il perd en outre tout signe distinctif après chaque fusion, rendant difficile des mesures de contrôle et de transparence similaires au « Processus de Kimberley » mis en place en 2003 pour le diamant. De précédentes études ont cherché à identifier les flux d'or extraits illégalement sur le territoire français. En 2009, un rapport de WWF soulignait la grande porosité des filières légales de production, transformation et distribution de l'or, qui favorise une absorption de l'or illégal au Suriname et au Brésil<sup>83</sup>. À cette époque, l'or récolté par les *garimpeiros* en forêt était blanchi auprès de négociants établis à la frontière franco-brésilienne dans la ville d'Oiapoque. Il était aussi intégré pour partie dans le circuit légal en Guyane, le département exportant bien plus d'or qu'il n'en produit ou importe officiellement.

Aujourd'hui, une part importante de l'or produit illégalement en Guyane est absorbée au Suriname. Certains estiment que plus de dix tonnes d'or extrait illégalement en Guyane française partiraient chaque année vers l'ancienne colonie néerlandaise<sup>84</sup>. Bien que significatifs, ces flux semblent reposer sur un processus nébuleux qui pourrait être assimilé à un système de fourmis, avec un grand nombre d'individus transportant de petites quantités d'or : *garimpeiros*, patrons de site ou « banquiers », *i.e.* des intermédiaires qui rachètent l'or des orpailleurs sur les sites dans l'ouest guyanais pour les revendre dans les comptoirs chinois.

Forts de leur rôle pivot en matière logistique, les commerçants chinois apparaissent désormais comme les principaux points de transit de l'or extrait illégalement en Guyane française vers le Suriname. Ce sont eux qui capteraient l'or des patrons de site venus acheter des équipements et denrées pour alimenter leurs chantiers. Ils récupérerait également l'or collecté par des

---

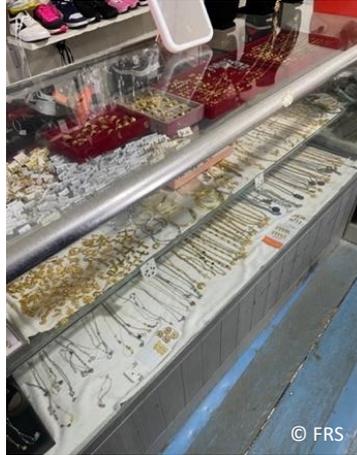
<sup>82</sup> « Trafic de cocaïne : enquête sur la nouvelle filière française de Guyane », *Le Monde*, 16 avril 2023.

<sup>83</sup> « De la mine à la vitrine : état des lieux et perspectives de la traçabilité de l'or guyanais », WWF, octobre 2009.

<sup>84</sup> Entretiens réalisés par les auteurs à Cayenne.

intermédiaires ou travailleurs de seconde ligne (prostitués, logisticiens, etc.). Signe d'une captation significative d'or par les comptoirs chinois, ces derniers font régulièrement l'objet d'attaques et de cambriolages violents (cf. *section 3.1.*).

### ***Bijoux en vente dans un magasin chinois à Albina 2 (janvier 2023)***



Une fois l'or accumulé par les comptoirs chinois, il serait ensuite transporté par pirogue ou par avion vers Albina 2, Albina et Paramaribo afin d'être blanchi et exporté. L'or serait acheminé par petite quantité et dissimulé dans des marchandises pour éviter d'attirer l'attention des forces de sécurité ou des bandes armées. Peu de détails existent toutefois sur les conditions de transport et les étapes exactes de l'exportation de l'or. Cette opacité tient notamment à la faiblesse de la réglementation surinamaïse. Il y a par exemple un laissez-faire des autorités sur l'utilisation du mercure par les orpailleurs pour amalgamer l'or alors même que le Suriname a signé et ratifié la Convention de Minamata en 2018 qui en interdit l'emploi. Sur le plan du rachat d'or, les règles en vigueur n'exigent pas d'identification des vendeurs et favorisent des pratiques clientélistes dans l'octroi de licences d'exportation.

Dans ce contexte, un vaste écosystème d'acteurs basés au Suriname contribuerait à l'insertion de l'or illégal guyanais sur le marché international. À l'instar de la filière logistique, cela reposerait notamment sur plusieurs magasins de rachat d'or basés à Paramaribo et tenus par des individus d'origine chinoise, dont :

- **Century Mining N.V.** Ce comptoir, l'une des principales entreprises du secteur, a été co-fondé par deux figures des diasporas chinoises : Kenneth Chau Yuen Cheung et Henry Zse Ping Cheung<sup>85</sup>. Kenneth Cheung a dirigé l'association Chung Fa Foei Kon et la SCUA, dont il a été le premier président, nommé par l'ambassadeur de Chine d'alors. Il apparaît aussi comme le fondateur de l'entreprise de sécurité privée Mozart Security Service N.V.<sup>86</sup>, qui assurerait notamment la sécurité de plusieurs casinos (Princess, Golden Truly & Tulip) et d'IAMGold. Quant à Henry Cheung, décédé en 2011<sup>87</sup>, il était un important soutien financier du parti de l'ancien président Boutersé, le *Nationale Democratische*

<sup>85</sup> Malgré leurs noms identiques, les deux hommes n'auraient pas de lien de parenté.

<sup>86</sup> R. Evan Ellis, « Suriname and the Chinese: Timber, Migration, and Less-Told Stories of Globalization », *The SAIS Review of International Affairs*, 2012.

<sup>87</sup> Signe de l'influence d'Henry Cheung au sein des élites surinamaises, plusieurs députés et ministres ainsi que le vice-président surinamais et le dirigeant de la Banque centrale du Suriname d'alors étaient présents à ses funérailles.

*Partij* (NDP). Sa fille, Noreen Cheung, a siégé au Parlement surinamais de 2010 à 2015 au sein de la majorité (NDP), tandis que son fils, Frank Cheung, assure désormais la direction de Century Mining. Le comptoir dispose de licences de rachat et d'export d'or. Selon des estimations de 2012, il achèterait – avec Suriname Natural Stone N.V. – un tiers de l'or extrait à petite échelle au Suriname<sup>88</sup>. L'or acheté serait ensuite exporté vers Dubaï.

- **Suriname Natural Stone N.V.** Ce comptoir de rachat et d'export d'or a été co-fondé par Frank Cheung et John Fok Foe Chee. Ce dernier est le fils de Yuk Kee Chee, président de l'association communautaire Kong Ngie Tong Sang pendant quinze ans et partisan du NPD. Chee senior est le fondateur de la société de bijouterie et de commerce Chee's Trading N.V., l'une des seules entreprises surinamaises à disposer d'un permis de raffinage. Cela lui permet d'exporter de l'or brut pour l'affiner et en faire des bijoux en or<sup>89</sup>. Plusieurs pistes suggèrent que l'une des destinations de l'or collecté est les Émirats arabes unis, où résiderait à présent John Chee<sup>90</sup>.
- **Cactus N.V.** Ce comptoir de rachat d'or est co-dirigé par Guno Chin-A-Sen et Chen Jinhua, ancien président de SCUA et vice-président exécutif de la Chambre de commerce chinoise au Suriname. Entrepreneur sino-surinamais influent, Chin occupe des postes de direction au sein de l'entreprise minière C-Mining et Brokopondo Watra Wood International. Le père de Chin-A-Sen avait ouvert une bijouterie à Albina dans les années 1900<sup>91</sup>.
- **Dennis Lee Jewellery.** Basé à Paramaribo, ce comptoir de rachat d'or et de vente de bijoux a été fondé par Dennis Lee. Lee est le beau-frère de Thomas Cheung – membre éminent de la communauté chinoise décédé en 2019 – et un ancien cadre de Kong Ngie Tong Sang.

**Boutique de Century Mining N.V. à  
Paramaribo**



**Certificats de rachat d'or fournis par  
Century Mining N.V. à un orpailleur  
chinois**



S'il est difficile de mesurer avec précision les volumes qui transitent par ces comptoirs chinois, force est de constater qu'ils occupent une place clé dans le rachat et l'export d'or au Suriname,

<sup>88</sup> « Chinees-Surinaams goudkartel betaalt nauwelijks belasting », [Parbode](#), 1<sup>er</sup> février 2012.

<sup>89</sup> Marieke Heemskerck, « The Gold Marketing Chain in Suriname », WWF Guianas, septembre 2010.

<sup>90</sup> Entretiens réalisés par les auteurs à Cayenne.

<sup>91</sup> Marieke Heemskerck, *op. cit.*

aidés en cela par un important réseau. Les gérants chinois entretiennent ainsi des liens étroits avec les organisations communautaires et les autorités chinoises au Suriname tout en bénéficiant de relais politiques au sein des élites surinamaises, où les pratiques de népotisme et de clientélisme sont courantes<sup>92</sup>.

En parallèle de ces canaux chinois de captation de l'or, d'autres acteurs ont progressivement émergé dans le secteur. L'un des plus importants d'entre eux est la Kaloti Suriname Mint House (KSMH), une coentreprise fondée en 2015 entre la société émiratie Kaloti Precious Metals et le gouvernement Boutersé<sup>93</sup>. 80 % de la production des mines artisanales et à petite échelle du Suriname seraient récupérés par KSMH, qui détient désormais le droit de la Banque centrale de certifier les exportations d'or. Selon son directeur, Ryan Tjon, entre quinze et vingt tonnes d'or – dont l'origine n'est pas spécifiée – auraient transité par l'établissement en 2019, avec une partie à destination des usines d'affinage de Kaloti à l'étranger<sup>94</sup>.

Les activités de Kaloti font toutefois l'objet de nombreuses suspicions. Selon l'expert américain Douglas Farah, l'investissement de l'entreprise émiratie au Suriname est très surprenant compte tenu de l'enclavement du pays et du peu de liens qu'il entretient avec les États-Unis<sup>95</sup>. De plus, le contrat entre le gouvernement surinamais et Kaloti comporte d'importantes failles en matière déclarative en ce qu'il permet, sans qu'une justification soit nécessaire, de réaliser des transactions en devises étrangères et de transférer de l'argent n'importe où. À cela s'ajoute l'absence apparente de fonte d'or au sein de la KSMH, ce qui pourrait être le signe d'opérations de blanchiment utilisant de « l'or fantôme » destinées à justifier d'importants transferts de fonds illicites à l'étranger.

Cette piste est d'autant plus plausible que la réputation de Kaloti est entachée par plusieurs affaires, dont la manipulation d'un audit de l'OCDE par un auditeur du cabinet Ernst & Young il y a quelques années<sup>96</sup>. Elle coïncide en outre avec un environnement propice aux activités de blanchiment avec une implication des élites surinamaises dans divers trafics et un nombre disproportionné de casinos. Alors que Paramaribo compte seulement 250 000 habitants et peu de touristes, il compterait pas moins de 31 casinos, dont la plupart sont détenus par des acteurs turcs et chinois. Cela inclut par exemple Princess International Casino & Hotel Group, détenu par Sudi Özkan, un magnat turc des casinos ayant des liens avec le crime organisé<sup>97</sup>. Les joueurs peuvent utiliser de l'or pour y acheter des jetons, qui peuvent ensuite être encaissés. Ainsi, les casinos font office de véritables blanchisseries d'or, permettant aux orpailleurs de contourner les processus réglementaires<sup>98</sup>.

---

<sup>92</sup> Pour exemple on peut rappeler que le vice-président Brunswick a nommé en 2020 deux de ses enfants respectivement au poste de *District Commissioner* du sud-ouest de Paramaribo et à la tête de l'entreprise d'État *National Transport Company* (NVB).

<sup>93</sup> Selon certaines sources, l'ancien président Boutersé détiendrait 30 % des parts.

<sup>94</sup> Antoine Dutta Gupta, « La présence chinoise au Suriname : le rôle déterminant des commerces du Maroni dans l'approvisionnement des orpailleurs illégaux et la captation de l'or extrait », EMOP, août 2022.

<sup>95</sup> « Fout Goud - Surinaamse politci in verlegenheid door documentaire », [afromagazine](#) (non daté).

<sup>96</sup> Entretien réalisé par les auteurs.

<sup>97</sup> « Gold Flows from Venezuela: Supporting due diligence on the production and trade of gold in Venezuela », OCDE, 2021.

<sup>98</sup> *Ibid.*

## Conclusion

Bien qu'indirect, le rôle des comptoirs chinois est essentiel car ils rendent possible et facilitent l'orpaillage illégal sur le territoire français. Les 120 comptoirs établis le long du Maroni, et les réseaux transnationaux qui les accompagnent, approvisionnent constamment en matériel et biens du quotidien les *garimpeiros*, participent au financement de leurs activités, et nuisent durablement à l'action de l'État français. Cette mainmise présente d'importants risques pour les intérêts de la France :

- **L'implication d'acteurs chinois dans l'écosystème d'orpaillage dans le bassin du Maroni constitue un facteur structurant de l'insécurité ambiante.** Le développement des comptoirs a favorisé l'émergence d'activités interlopes, telles que la prostitution et le narcotrafic, tout en accentuant les risques sécuritaires liés aux bandes criminelles et factions brésiliennes qui opèrent dans la région amazonienne. Les liens entre les magasins et les réseaux criminels chinois implantés dans la zone, tel le « gang de Putian », sont susceptibles d'alimenter d'autres pans de la criminalité environnementale comme le trafic de jaguars et l'exploitation illégale de bois.
- **En alimentant le pillage des ressources aurifères et en facilitant le recel et le blanchiment de près de dix tonnes d'or par an, les comptoirs chinois portent atteinte à la sécurité économique de la France.** Ce préjudice est d'autant plus important qu'il coïncide avec une accélération du développement de l'économie souterraine et une dégradation du tissu économique local dans l'ouest guyanais face à une offre chinoise très compétitive.
- **L'orpaillage illégal est responsable de la déforestation chaque année de près de 500 hectares de forêt, de la dégradation des cours d'eau de Guyane et ainsi d'une perte nette pour la biodiversité.** Compte tenu du manque de gouvernance et de l'opacité dans laquelle ces comptoirs se développent, leurs activités génèrent des problèmes supplémentaires en matière de pollution et de santé publique : décharge sauvage, non-respect des normes de conservation des denrées alimentaires, vente illicite de mercure qui conduit à l'imprégnation mercurielle des populations amérindiennes et favorise le risque d'apparition de foyers infectieux de malaria et autres zoonoses.
- **La situation de l'orpaillage illégal en Guyane française est indissociable de la prédation de ressources minières par des acteurs chinois dans d'autres pays d'Amérique latine ou d'Afrique, facilitée ou soutenue tacitement par les autorités chinoises. Il s'agit d'un enjeu de souveraineté, qui nécessite une réponse adaptée.**

Cette étude constitue une première étape dans la compréhension de l'implication d'acteurs chinois dans l'orpaillage illégal en Guyane. Il ne s'agit que d'un travail exploratoire et partiel, qui vient compléter des mesures concrètes et une évolution du dispositif de lutte contre ce fléau. Il ne vise nullement à accuser l'ensemble des communautés chinoises en Guyane française et au Suriname, ni à mettre en cause le travail considérable fourni par l'ensemble des acteurs de l'État et de la société civile en Guyane française.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs*